

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 16 JANVIER 1919.

**Projet de loi établissant un impôt spécial et extraordinaire
sur les bénéfices de guerre.**

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

Tandis qu'elle jetait les plus profondes perturbations dans tous les domaines de la vie nationale, la guerre a gravement bouleversé l'état de fortune de nos concitoyens : les uns (c'est le plus grand nombre), nonobstant les privations, se sont appauvris en épuisant leurs réserves et même en recourant à l'emprunt; d'autres, tout en vivant largement, se sont notablement enrichis à la faveur des circonstances.

L'équité exige que des mesures soient prises pour remédier à cette situation. Le même problème s'est posé dans les autres pays et il a généralement résolu par l'imposition des « bénéfices de guerre ».

C'est également dans ce sens que s'orientèrent les études de personnalités dévouées qui prirent, pendant l'occupation du pays, la louable initiative de rechercher la solution des importantes questions que devait soulever la reconstitution nationale.

Atteindre les accapareurs et autres profiteurs de la guerre, telle fut d'abord l'idée qui prévalut.

Mais l'impôt, aussi étroitement limité, aurait présenté de graves difficultés d'ordre pratique et n'eût été qu'une œuvre fragmentaire. L'Administration fiscale n'a pas, en effet, un rôle justicier : il ne lui appartient pas de discerner les opérations licites ou illicites; elle doit se borner à apprécier des situations économiques. Dès lors, la justice de l'impôt commande d'appliquer celui-ci à tous les profits obtenus pendant la guerre, sans qu'il faille en rechercher la cause.

Tel industriel ou négociant qui a pu réaliser des bénéfices considérables simplement par suite de la hausse des prix ou d'autres circonstances favorables, doit donc être taxé comme celui qui a égoïstement profité des malheurs des temps. Une distinction à ce sujet est fiscalement impossible.

Du moment où l'impôt nouveau doit avoir un caractère de généralité, la logique exige qu'il frappe non seulement les bénéfices du travail, mais aussi l'accroissement de capital réalisé, s'il est en relation directe ou indirecte avec la guerre. Ainsi, le grand propriétaire qui a vendu d'importants immeubles ou d'immenses bois à un prix de beaucoup supérieur à leur valeur d'avant la guerre, le spéculateur qui a tiré profit des fluctuations du change ou d'autres événements, doivent également être assujettis à l'impôt, pour autant bien entendu que leurs bénéfices de guerre dépassent le minimum imposable.

Tel est, Messieurs, le principe fondamental du projet de loi que, d'après les ordres du Roi, j'ai l'honneur de soumettre à vos délibérations.

Ce projet a forcément un caractère rétroactif, l'occupation du pays par l'ennemi ayant temporairement suspendu l'exercice de la souveraineté nationale. C'est même à raison de cette rétroactivité qu'il semble nécessaire d'exempter un minimum assez élevé, qui est fixé à 20,000 francs, soit environ 5,000 francs par année de guerre, ce qui n'a rien d'exagéré si l'on considère le renchérissement de l'existence.

Quelles personnes seront, en principe, assujetties à l'impôt spécial ? Ce seront : 1° les patentables en général, y compris les divers exploitants agricoles (cultivateurs, maraîchers, éleveurs, etc.) ; 2° les sociétés belges ou étrangères par actions et leurs administrateurs ou commissaires, en un mot les redevables de la taxe sur les revenus et profits réels ; 3° toutes autres personnes, physiques ou morales, qui se sont livrées pendant la guerre à des opérations lucratives quelconques.

Les deux premières catégories d'assujettis sont connues de l'Administration des contributions ; aucune recherche spéciale ne s'imposera donc en l'espèce. Quant à la troisième catégorie, elle comprendra surtout les personnes qui ont vendu pour des sommes considérables des immeubles ou des bois (ce qui appauvrit la réserve boisée du pays). Les actes de vente soumis à l'enregistrement permettront de découvrir les intéressés.

L'habitude ne sera pas requise, comme en matière de droit de patente, pour justifier la déduction de l'impôt spécial : une spéculation heureuse, une opération lucrative faite personnellement ou par mandataire, même une simple participation à une affaire déterminée, peut donner lieu à l'emprise fiscale si elle a été suffisamment rémunératrice.

Seules seront exemptes, les sociétés constituées à l'intervention des pouvoirs publics, dans un but d'utilité générale. Une disposition analogue figure déjà dans la législation.

Le champ d'application de l'impôt étant ainsi délimité, il importe de préciser ce que l'on entend par « bénéfices de guerre » : c'est l'excédent des bénéfices réalisés pendant la période de guerre sur ceux qui ont été

obtenus par l'intéressé pendant la période antérieure de même durée. C'est donc en quelque sorte le superbénéfice, anormal si l'on peut dire, résultant de la comparaison de deux situations nettement différentes.

Le malaise provoqué par les menaces de guerre s'étant déjà manifesté dans le courant de juillet 1914, il a paru utile de fixer la période de guerre du 1^{er} juillet 1914 au 31 décembre 1918.

Pour déterminer les bénéfices de la période antérieure, qui comprendra également quatre ans et demi, il ne sera pas nécessaire, dans la plupart des cas, de remonter à l'année 1910; il suffira généralement d'évaluer lesdits bénéfices d'après les résultats des années 1912 et 1913 et des six premiers mois de 1914 qui n'ont pas été affectés par les événements.

Mais l'intéressé pourra demander qu'on tienne compte, en outre, des bénéfices qu'il a réalisés pendant les années 1910 et 1911.

C'est dans ce sens qu'est conçu l'article 3 du projet.

L'article 4 définit les bénéfices des patentables et des autres personnes non soumises à la taxe sur les revenus et profits réels; l'article 5 interdit la division des bénéfices dans certains cas déterminés et l'article 6 règle la question des amortissements selon la jurisprudence relative à l'ancien droit de patente des sociétés anonymes. Enfin, l'article 7 prévoit le cas d'absence d'une comptabilité régulière permettant de constater les bénéfices de guerre ou les bénéfices antérieurs du contribuable; on procédera alors par comparaison en se basant sur les bénéfices de redevables similaires et en tenant compte éventuellement du capital investi et des autres renseignements probants.

Toutefois, pour les exploitants agricoles qui n'ont le plus souvent aucune comptabilité, les bénéfices antérieurs à la période de guerre seront fixés forfaitairement au montant de la valeur locative annuelle, réelle ou présumée, des immeubles qu'ils exploitent. Il est généralement admis qu'en temps normal les bénéfices agricoles sont sensiblement égaux au montant du fermage.

Quant aux redevables de la taxe sur les revenus et profits réels, l'article 8 indique ce qu'il faut entendre par bénéfices. Les dispositions qu'il contient s'expliquent d'elles-mêmes.

Pour l'application du nouvel impôt, aucune évaluation fiscale antérieure ne liera ni le contribuable ni l'administration. Telle est la portée de l'article 9. Celui-ci implique que les bénéfices d'une année seront éventuellement diminués des pertes professionnelles subies antérieurement, ou postérieurement, pendant la période de guerre.

C'est en effet sur l'ensemble des bénéfices de guerre que l'impôt spécial sera assis : le taux est fixé à 20 % pour les bénéfices de 20,001 à 30,000 francs et augmente de 1 % par tranche de 10,000 francs, sans pouvoir dépasser 80 %. Ce taux, qui existe également en Angleterre et en France, ne sera applicable qu'à la partie des bénéfices de guerre qui excédera 630,000 francs. Il sera d'ailleurs réduit au quart pour les bénéfices réalisés dans des établissements distincts situés à l'étranger ou dans la Colonie.

Les provinces et les communes ne pourront établir des additionnels sur l'impôt spécial mais elles recevront respectivement $\frac{1}{8}$ et $\frac{5}{8}$ de la partie de son produit afférente aux bénéfices réalisés en Belgique.

Ces parts seront attribuées au prorata du principal des impôts directs de 1913.

De même que pour la plupart des contributions ordinaires, la déclaration des intéressés servira de base à l'établissement de l'impôt sur les bénéfices de guerre, sous réserve évidemment du contrôle des agents de la cotisation.

Afin d'assurer la bonne assiette de l'impôt, une commission de taxation, ayant les mêmes pouvoirs que le collège des répartiteurs du droit de patente, sera créée dans chaque contrôle des contributions. Ses membres seront choisis parmi les personnes notables (industriels, commerçants, cultivateurs, etc.), à même de connaître le mouvement des affaires dans toute une région. Sa compétence s'étendra en effet à un certain nombre de communes, de manière qu'elle sera, mieux que les répartiteurs locaux, à l'abri des influences diverses qui paralysent souvent l'action fiscale, plutôt que de la seconder.

La Commission de taxation pourra entendre des témoins si elle en reconnaît l'utilité. Son rôle principal sera de recueillir un ensemble de renseignements de nature à établir les bénéfices des contribuables. Le capital investi, le chiffre d'affaires, les quantités de matières soumises à l'accise ou à d'autres contrôles, l'étendue et l'espèce des cultures, etc., seront autant d'éléments d'appréciation.

Toutefois, étant donné les conditions anormales dans lesquelles l'industrie, le commerce et l'agriculture se sont exercés pendant la période de guerre, il sera nécessaire de considérer comme présomptions de bénéfices certains faits accomplis durant cette période.

Ceux qui ont réalisé d'importants profits ont dû leur donner une destination quelconque : les uns ont acheté des terres ou des maisons, ont agrandi leurs usines, ont acquis des mobiliers luxueux et des titres de toutes espèces, d'autres ont remboursé les sommes qu'ils avaient empruntées sur hypothèques, ou bien ont participé largement à la constitution de sociétés par actions; d'autres encore ont fait des dépôts dans les banques ou contracté des assurances sur la vie. Enfin, le plus grand nombre vient de convertir ses marks en francs.

Ce sont là des faits incontestables qui constitueront non pas des présomptions légales contre lesquelles aucune preuve ne serait admise, mais des présomptions humaines que les intéressés pourront, le cas échéant, détruire, par exemple en établissant que les sommes litigieuses proviennent d'héritages, de réalisations normales d'immeubles ou de titres, de fonds de roulement, etc.

Le minimum imposable de 20,001 francs écartera toute recherche à l'égard des sommes moins importantes ayant reçu des affectations visées ci-dessus. En général, n'auront donc à fournir les justifications requises que ceux qui seront présumés avoir fait plus de 20,000 francs de bénéfices

pour toute la période de guerre. Les articles 21, 32 et 33 du projet sont conçus de façon à assurer l'efficacité du système.

Quant aux autres dispositions proposées, qui concernent le recouvrement et la procédure, elles n'exigent, semble-t-il, aucun commentaire.

L'imposition des bénéfices de guerre étant vivement réclamée par l'opinion publique, les Chambres tiendront sans doute à examiner d'urgence le projet de manière que la loi puisse entrer en vigueur à bref délai. C'est à une œuvre de justice que le Gouvernement les convie.

Le Ministre des Finances,

LÉON DELACROIX.

Projet de loi établissant un impôt spécial et extraordinaire sur les bénéfices de guerre.

Ontwerp van wet tot vestiging eener bijzondere en buitengewone belasting op de oorlogswinsten.

ALBERT,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre des Finances est chargé de présenter, en Notre nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

CHAPITRE PREMIER.

Redevables. — Bases et taux de l'impôt. — Lieu d'imposition.

ARTICLE PREMIER.

Il est établi, à charge des personnes désignées ci-après, un impôt spécial et extraordinaire sur les bénéfices de guerre, tels qu'ils sont définis par la présente loi.

ART. 2.

Pour autant que leurs bénéfices de guerre dépassent 20,000 francs, sont assujettis à l'impôt spécial :

1° Les patentables en général, y compris les divers exploitants agricoles ;

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op de voordracht van Onzen Minister van Financiën,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Financiën is gelast, in Onzen naam, bij de Wetgevende Kamers het wetsontwerp in te dienen waarvan de inhoud volgt :

HOOFDSTUK I.

Belastingplichtigen. — Grondslagen en bedrag der belasting. — Plaats van aanslag.

EERSTE ARTIKEL.

Ten laste van de hierna aangewezen personen wordt een bijzondere en buitengewone belasting gevestigd op de oorlogswinsten, zooals zij bij deze wet worden omschreven.

ART. 2.

Voor zooverre hunne oorlogswinsten twintig duizend frank overtreffen, worden aan de bijzondere belasting onderworpen :

1° De patentplichtigen over 't algemeen, met inbegrip der verschillende landbouwexploitanten ;

2° Les redevables de la taxe sur les revenus et profits réels;

3° Toutes autres personnes, physiques ou morales, qui se sont livrées, au cours de la guerre, soit personnellement ou par mandataire, soit à titre d'associés ou de participants, à une ou plusieurs opérations lucratives quelconques, telles que les ventes d'immeubles ou de bois.

Sont exemptées de l'impôt spécial les sociétés constituées, à l'intervention des pouvoirs publics, dans un but d'utilité générale.

ART. 3.

§ 1^{er}. — Sont réputés bénéfices de guerre, tous ceux qui ont été réalisés pendant la période de guerre, sauf déduction des bénéfices normaux de la période antérieure d'égale durée.

§ 2. — Pour l'application de la présente loi, la période de guerre s'étend du 1^{er} juillet 1914 au 31 décembre 1918.

§ 3. — La détermination des bénéfices normaux antérieurs est faite proportionnellement à la moyenne des deux derniers bilans ou des résultats obtenus du 1^{er} janvier 1912 au 30 juin 1914 et constatés par une comptabilité régulière.

A la demande du contribuable, il est tenu compte en outre des bénéfices, dûment établis, réalisés pendant les années 1910 et 1911.

§ 4. — Les bénéfices des sociétés dont les bilans s'étendent sur les deux périodes visées au § 1^{er} du présent article, peuvent, à la demande de ces sociétés, être ventilés par mois ou par

2° Degenen die de taxe op de werkelijke inkomsten en winsten verschuldigd zijn;

3° Alle andere personen, natuurlijke of zedelijke, die, in den loop van den oorlog, hetzij persoonlijk of door zaakgelastigde, hetzij als vennooten of als deelhebbers, eene of meer winstgevende verrichtingen hoe ook genaamd, zooals verkoop van onroerende goederen of van bosschen, hebben uitgeoefend.

Worden van de bijzondere belasting vrijgesteld, de vennootschappen die, ten algemeenen nutte, door bemiddeling der openbare overheid zijn opgericht.

ART. 3.

§ 1. — Worden geacht oorlogswinsten te zijn, alle gedurende het oorlogstijdvak behaalde winsten, behoudens aftrek der normale winsten over het vorig tijdvak van gelijken duur.

§ 2. — Voor de toepassing dezer wet, omvat het oorlogstijdvak den tijd van 1 Juli 1914 tot 31 December 1918.

§ 3. — De bepaling der vorige normale winsten wordt gedaan naar verhouding van de middelsom der twee laatste balansen, of der uitslagen bekomen van 1 Januari 1912 tot 30 Juni 1914 en blijkende uit een normale boekhouding.

Op aanvraag van den belastingplichtige, wordt bovendien rekening gehouden met de behoorlijk vastgestelde winsten, welke gedurende de jaren 1910 en 1911 werden behaald.

§ 4. — De winsten der vennootschappen welker balansen zich uitstrekken over de twee onder § 1 van dit artikel bedoelde tijdvakken, mogen, op aanvraag dezer vennootschappen, worden

trimestre au prorata des affaires traitées pendant ce laps de temps.

§ 5. — En aucun cas, la déduction prévue par ledit § 1^{er} ne peut être inférieure à 10,000 francs pour la période antérieure à la guerre, ni à 6 % par an du capital investi.

ART. 4.

§ 1^{er}. — En ce qui concerne les patentables et autres assujettis, visés aux numéros 1 et 3 de l'article 2, on entend par bénéfices l'excédent des bénéfices bruts sur les frais et charges d'ordre professionnel, à l'exclusion des dépenses ayant un caractère personnel.

§ 2. — Sont notamment comprises parmi les bénéfices, les sommes affectées à l'extension de l'entreprise, à la constitution de réserves ou au remboursement total ou partiel de capitaux empruntés.

§ 3. — La rémunération du travail de l'intéressé ne peut être déduite des bénéfices, mais celle des membres de sa famille travaillant avec lui rentre dans la catégorie des frais généraux, pour autant qu'elle n'excède pas un traitement ou salaire normal.

ART. 5.

§ 1^{er}. — Aucune division des bénéfices provenant d'exploitations en commun n'est admise entre les membres d'une même famille habitant ensemble, ni entre les membres d'une société, association ou communauté quelconque.

§ 2. — Aucune division n'est admise

geslacht per maand of per trimester, naar verhouding van de gedurende deze tijdruimte verhandelde zaken.

§ 5. — In geen geval mag de bij voormelde § 1 voorziene aftrek minder zijn dan 10,000 frank voor het tijdvak dat aan den oorlog voorafgaat, noch minder dan 6 % per jaar van het ingeveste kapitaal.

ART. 4.

§ 1. — Wat de onder nummers 1 en 3 van artikel 2 bedoelde patent- en andere schatplichtigen betreft, wordt door winsten verstaan de som waarmee de ruwe winsten de beroepmatige kosten en lasten overtreffen, ter uitsluiting der uitgaven welke een persoonlijk aard hebben.

§ 2. — Zijn inzonderheid begrepen onder de winsten, de sommen aangewend tot uitbreiding van de onderneming, tot vestiging van reserves, of tot geheele of gedeeltelijke terugbetaling van geleende kapitalen.

§ 3. — Het loon voor den arbeid van den belanghebbende mag van de winsten niet worden afgetrokken, maar dat van de leden zijner familie, welke met hem arbeiden, behoort tot de categorie der algemeene kosten, voor zover het een gewone bezoldiging of gewoon loon niet overtreft.

ART. 5.

§ 1. — Onder de met elkander inwonende leden eener zelfde familie, noch onder de leden eener maatschappij, vereeniging of gemeenschap hoe ook genaamd, wordt splitsing van winsten voortvloeiende uit gemeene exploitatiën veroorloofd.

§ 2. — Splitsing wordt ook niet

non plus quant aux bénéfices provenant d'opérations de nature distincte ou d'exploitations multiples établies dans diverses communes.

ART. 6.

Les amortissements effectués pendant la période de guerre, qu'ils se manifestent par la réduction des articles de l'actif ou qu'ils fassent l'objet d'un article spécial du passif, ne sont admissibles qu'autant qu'ils correspondent à une dépréciation, ordinaire ou exceptionnelle, réellement survenue pendant cette période ou durant les exercices sociaux y relatifs.

Si les pertes professionnelles sont incertaines au moment de la taxation, l'impôt est établi à titre conservatoire, mais décharge ou réduction peut en être accordée dès que la réalité des pertes est dûment constatée. Toutefois il y aura déchéance de recours à ce sujet deux ans après la publication de la présente loi.

ART. 7.

§ 1^{er}. — A défaut de documents probants, les bénéfices de guerre et les bénéfices antérieurs sont déterminés, pour chaque assujetti, eu égard aux bénéfices normaux de redevables similaires et en tenant compte éventuellement du capital investi ainsi que des autres renseignements recueillis et des présomptions établies par les agents de la cotisation.

§ 2. — Pour les exploitants agricoles, les bénéfices antérieurs à la pé-

toegelaten wat de winsten betreft voortvloeiende uit verrichtingen van verschillende aard of uit meerdere exploitatiën in verscheidene gemeenten gevestigd.

ART. 6.

De aflossingen tijdens het tijdperk van oorlog gedaan, zij mogen zich kenschetsen door vermindering der artikelen van het actief, of het onderwerp uitmaken van een bijzonder artikel van het passief, worden slechts toegelaten in zoverre zij overeenstemmen met eene gewone of uitzonderlijke waardevermindering welke zich gedurende dit tijdvak of tijdens daarmede in verbandstaande maatschappelijke boekjaren werkelijk heeft voorgedaan.

Indien de beroepsverliezen, op het oogenblik van den aanslag, onzeker zijn, wordt de belasting ten bewarenden titel vastgesteld, doch ontlasting of vermindering er van kan toegestaan worden zoodra de werkelijkheid der verliezen behoorlijk gebleken is. Nochtans zal te dien opzichte verval van verhaal zijn, twee jaar na de bekendmaking van deze wet.

ART. 7.

§ 1. — Bij onstentenis van bewijskrachtige bescheiden, worden de oorlogswinsten en de vroegere winsten voor elken schatplichtige bepaald, met in achneming van de gewone winsten van soortgelijke belastingschuldigen en, bij voorkomend geval, gelet op het ingeveste kapitaal alsmede op de andere ingewonnen inlichtingen en op de vermoedens door de agenten van den aanslag vastgesteld.

§ 2. — Voor de landbouwexploitanten worden de winsten van vóór het

riode de guerre sont, à défaut de comptabilité régulière, fixés par année au montant de la valeur locative, réelle ou présumée, des immeubles exploités.

ART. 8.

En ce qui concerne les sociétés par actions et les autres assujettis visés au n° 2 de l'article 2, sont considérés comme bénéficiaires :

1° Les divers éléments passibles de la taxe sur les revenus et profits réels, sauf les intérêts des obligations et les primes ou lots attribués aux obligataires ;

2° Les réserves ou fonds de prévision quelconques, le report à nouveau et toutes autres affectations analogues.

Les dispositions des articles 6 et 7 sont applicables en l'espèce.

ART. 9.

Les bénéfices admis antérieurement pour le droit de patente ou la taxe sur les revenus et profits réels sont susceptibles de révision pour l'application de l'impôt spécial.

ART. 10.

Le bénéfice résultant de la vente d'immeubles ou de bois est déterminé en défalquant de leur produit net leur valeur normale présumée au 1^{er} juillet 1914 ou au moment de leur achat ultérieur.

L'estimation de cette valeur est réglée par arrêté royal.

oorlogstijdvak bij onstentenis van regelmatige boekhouding, per jaar vastgesteld op het bedrag der werkelijke of vermoedelijke huurwaarde, der geëxploiteerde onroerende goederen.

ART. 8.

Wat de vennootschappen op aandeelen en de andere schatplichtigen, bedoeld onder nummer 2 van artikel 2 betreft, worden als winsten beschouwd :

1° De verschillende elementen onderworpen aan de taxe op de werkelijke inkomsten en winsten, behoudens de interesten der obligatiën en de premiën of loten aan de obligatiehouders toegekend ;

2° Alle hoegenaamde reserves of voorzieningsfondsen, de overdragingen op nieuwe rekening en alle andere dergelijke bestemmingen.

De bepalingen van artikelen 6 en 7 zijn ter zake toepasselijk.

ART. 9.

De voor het patentrecht of de taxe op de werkelijke inkomsten en winsten vroeger aangenomen winsten zijn voor de toepassing van de bijzondere belasting herzieningsvatbaar.

ART. 10.

De winsten voortvloeiende uit den verkoop van onroerende goederen of bosschen worden bepaald door van de zuivere opbrengst af te trekken hunne vermoedelijke normale waarde op 1^{er} Juli 1914, of op het oogenblik van den lateren inkoop daarvan.

De raming van deze waarde wordt bij Koninklijk besluit geregeld.

ART. 11.

Sont imposables les bénéfices réalisés tant en Belgique qu'à l'étranger ou dans la Colonie.

Les personnes ayant leur résidence habituelle dans le pays ne sont pas affranchies de l'impôt par le fait d'avoir séjourné à l'étranger ou dans la Colonie pendant la période de guerre.

ART. 12.

L'impôt spécial est calculé pour chaque contribuable sur l'ensemble de ses bénéfices de guerre, sauf déduction d'une somme de 20,000 francs.

Le taux de l'impôt, fixé à 20 % pour les bénéfices de 20,001 à 30,000 francs, augmente graduellement d'un pour cent pour toute somme comprise dans une tranche de 10,000 francs, sans pouvoir dépasser 80 % pour la partie desdits bénéfices qui excède 630,000 francs.

Le taux est réduit au quart pour les bénéfices réalisés dans des établissements distincts situés à l'étranger ou dans la Colonie.

ART. 13.

Sont déduits de l'impôt spécial sur les bénéfices de guerre, le droit de patente et les additionnels déjà payés sur la somme imposable.

L'impôt payé à l'étranger ou dans la Colonie vient en déduction des bénéfices y réalisés.

ART. 14.

L'impôt spécial est dû dans la commune où le redevable est passible du

ART. 11.

De winsten behaald zoowel in België, als in het buitenland, of in de Kolonie, zijn belastbaar.

De personen welke hun gewoon verblijf in het land hebben, zijn van de belasting niet vrijgesteld door het feit, dat zij in het buitenland of in de Kolonie vertoeft hebben gedurende het oorlogstijdvak.

ART. 12.

De bijzondere belasting wordt voor elken belastingplichtige berekend over zijn gezamentlijke oorlogswinsten, behoudens aftrek eener som van 10,000 frank.

Het bedrag der belasting dat bepaald is op 20 % voor de winsten van 20,001 tot 30,000 frank, verhoogd trapsgewijze met één ten honderd voor elke som begrepen in eene schijf van 10,000 frank, zonder tachtig ten honderd te mogen overtreffen voor het gedeelte van gemelde winsten, dat 630.000 frank te boven gaat.

Het bedrag wordt verminderd tot het vierde voor de winsten behaald in afzonderlijke inrichtingen gelegen in het buitenland of in de colonie.

ART. 13.

Worden van de bijzondere belasting op de oorlogswinsten afgetrokken het patentrecht en de opcentiemen, welke reeds op de belastbare som betaald zijn.

De in het buitenland betaalde belasting komt in mindering van de behaalde winsten.

ART. 14.

De bijzondere belasting moet betaald worden in de gemeente waar de belas-

droit de patente ou de la taxe sur les revenus et profits réels et, à défaut, dans la commune de son principal établissement.

ART. 15.

§ 1^{er}. — Il ne peut être établi, sur l'impôt spécial, des additionnels provinciaux ou communaux ni aucune taxe similaire.

§ 2. — Un huitième du produit de l'impôt établi sur les bénéfices réalisés en Belgique est attribué aux provinces et trois huitièmes aux communes.

La répartition sera faite au prorata du principal des impôts directs en 1913.

ART. 16.

Remise de l'impôt peut être accordée par le directeur des contributions aux assujettis qui établiront, par leurs livres ou d'autres documents probants, que leurs bénéfices sont sans relation directe ou indirecte avec la guerre et ont été réalisés sans augmentation des prix ou tarifs de la période antérieure.

CHAPITRE II.

De la déclaration et de la taxation.

ART. 17.

Dans les deux mois de la promulgation de la présente loi, les assujettis à l'impôt spécial sont tenus de remettre, au receveur des contributions du ressort d'imposition, une déclaration contenant

tingplichtige het patentrecht of de taxe op de werkelijke inkomsten en winsten verschuldigd is, en, bij gebreke, in de gemeente van zijne hoofdinrichting.

ART. 15.

§ 1. — Op de bijzondere belasting mogen provinciale -of gemeentecopcentiemen, noch eenige andere dergelijke taxe gelegd worden.

§ 2. — Van de opbrengst der belasting gevestigd op de in het buitenland behaalde winsten worden één achtste aan de provinciën en drie achtsten aan de gemeenten toegekend.

De verdeeling wordt gedaan in verhouding tot de hoofdsom der rechtstreeksche belastingen over 1913.

ART. 16.

Kwijtschelding van de belasting mag door den bestuurder der belastingen worden verleend aan de schatplichtigen die door middel van hunne boeken of van andere bewijskrachtige bescheiden bewijzen, dat hunne winsten rechtstreeksch noch onrechtstreeksch verband houden met den oorlog en behaald werden zonder vermeerdering der prijzen of tarieven van het vorig tijdvak.

HOOFDSTUK II.

Van de aangifte en van de taxatie.

ART. 17.

Binnen de twee maanden na de afkondiging dezer wet zijn degenen die aan de bijzondere belasting onderworpen zijn gehouden bij den ontvanger der belastingen over het gebied van

tous les renseignements nécessaires à l'établissement de leurs cotisations.

Cette déclaration est appuyée, le cas échéant, d'une copie, certifiée exacte, des bilans et comptes pour les années 1912 à 1918.

Le modèle de la déclaration est arrêté par l'administration des contributions.

ART. 18.

Toute personne requise par l'administration de remplir une déclaration, est tenue de le faire dans les huit jours.

ART. 19.

La déclaration, appuyée des pièces requises et reconnue exacte par les agents à ce délégués, sert de base à l'imposition sous réserve des dispositions suivantes.

ART. 20.

§ 1^{er}. — Il est créé, dans chaque contrôle des contributions, une Commission de taxation ayant les pouvoirs dévolus au collège des répartiteurs par l'article 22 de la loi du 21 mai 1819 et par l'article 11 de la loi du 1^{er} septembre 1913.

Indépendamment du contrôleur des contributions faisant fonctions de président, cette Commission comprend deux industriels ou négociants, deux agriculteurs, un expert-comptable et un docteur en droit désignés par le directeur des contributions.

Dans les contrôles importants, la composition de la Commission peut être

aanslag, eene aangifte in te dienen vermeldende al de tot het vestigen van hunne aanslagen benoodigde inlichtingen.

Deze aangifte wordt, desvoorkomend, gestaafd door een gewaarmerkt afschrift der balansen en rekeningen voor de jaren 1912 tot 1918.

Het model der aangifte wordt door het beheer der belastingen bepaald.

ART. 18.

Al degenen van wie door het beheer het invullen eener aangifte wordt gevorderd zijn gehouden zulks binnen acht dagen te doen.

ART. 19.

De aangifte gestaafd door de vereischte stukken en echt bevonden door de daartoe aangestelde agenten, strekt tot grondslag aan de belasting, onder voorbehoud van de volgende bepalingen.

ART. 20.

§ 1. -- In elke contrôle der belastingen wordt eene commissie van aanslag ingesteld bekleed met de bevoegdheid toegekend aan het College der patentzetters bij artikel 22 der wet van 21^{en} Mei 1819 en bij artikel 11 der wet van 1^{en} September 1913.

Behalve de contrôleur der belastingen die het ambt van voorzitter waarneemt, is deze commissie samengesteld uit twee nijverheidslieden of handelaars, twee landbouwers, een deskundige in boekhouden en een doctor in de rechten, door den bestuurder der belastingen aangewezen.

In belangrijke contrôles mag de samenstelling der commissie gewijzigd

modifiée et élargie selon qu'il est jugé utile à la bonne assiette de l'impôt.

§ 2. — Le contrôleur peut appeler de l'avis de la Commission de taxation auprès du directeur des contributions qui statue par décision motivée.

§ 3. — L'indemnité des membres de la Commission de taxation est fixée par le Ministre des Finances.

§ 4. — Quiconque, sans motif légitime, refuse de faire partie d'une Commission de taxation ou néglige d'assister à une séance à laquelle il a été régulièrement convoqué, est passible, dans le premier cas, d'une amende de 500 francs et, dans le second cas, d'une amende de 20 francs.

Ces amendes sont infligées par le directeur des contributions et recouvrées comme en matière d'impôts directs.

ART. 21.

Pour établir les bénéfices imposables, la Commission de taxation peut avoir recours, quel que soit le montant du litige, à tous les moyens de preuve admis par le droit commun.

Peuvent notamment être considérés comme présomptions de bénéfices, les faits suivants accomplis depuis le 1^{er} juillet 1914 :

1^o Achat, construction ou agrandissement d'immeubles ;

2^o Acquisition de meubles ou de valeurs mobilières ;

3^o Remboursement total ou partiel de capitaux empruntés ou constitution de créances quelconques ;

4^o Souscription dans des sociétés par actions ou apports dans d'autres sociétés ;

en uitgebreid worden naar gelang dit tot de richtige vestiging van de belasting noodig wordt geoordeeld.

§ 2. — De Contrôleur mag tegen het advies der commissie van aanslag beroep instellen bij den bestuurder der belastingen, die beslist bij een met redenen omkleed besluit.

§ 3. — De vergoeding der leden van de commissie van aanslag wordt door den Minister van Financiën vastgesteld.

§ 4. — Degenen die, zonder wettige reden, weigeren deel uit te maken van eene commissie van aanslag, of nalaten eene zitting bij te wonen, waartoe zij regelmatig werden opgeroepen, zijn strafbaar, in het eerste geval, met eene boete van 500 frank en, in het tweede geval, met eene boete van 20 frank.

Deze boeten worden opgelegd door den bestuurder der belastingen, en geïnd zooals in zake rechtstreeksche belastingen.

ART. 21.

Tot het vaststellen der belastbare winsten mag de commissie van aanslag, welk ook het bedrag zij waarover geschil, tot alle bewijsmiddelen, die door het gemeen recht zijn toegelaten, de toevlucht nemen.

Kunnen namelijk als vermoedens van winsten worden beschouwd, de volgende handelingen voltrokken sedert 1^{er} Juli 1914 :

1^o Aankoop, aanbouw, of vergrooing van onroerende goederen ;

2^o Aankoop van meubelen en van roerende waarden ;

3^o Geheele of gedeeltelijke terugbetaling van geleende kapitalen of vestiging van eenigerlei schuldvorderingen ;

4^o Inschrijving in vennootschappen op aandelen of alle inbreng in andere vennootschappen ;

5° Dépôt dans des banques, caisses d'épargne, Boerenbonden, caisse Raiffeisen, unions professionnelles, sociétés coopératives ou mutualistes, sociétés de secours mutuels ou autres organismes analogues ;

6° Placement chez des notaires, chez des agents de change, commissionnaires ou courtiers en fonds publics et chez des agents d'affaires ;

7° Contrats d'assurances sur la vie et de rentes viagères.

La même présomption s'applique au produit de la conversion des marks en francs.

ART. 22.

La Commission de taxation peut, au besoin, entendre des tiers et procéder à des enquêtes.

Les contribuables intéressés sont convoqués par lettres pour assister à l'audition des témoins. Ceux-ci ont l'obligation de déposer sur tous les actes et faits à leur connaissance dont la constatation peut être utile à l'application de la présente loi.

La signature de leur déposition est précédée de la formule suivante :

« J'affirme, sous les peines édictées » par la loi contre le faux témoignage, » que la présente déposition est sincère » et exacte. »

Le refus de témoigner est puni d'une amende de 100 à 10,000 francs.

Le faux témoignage en matière fiscale est puni d'un emprisonnement de six mois à trois ans et d'une amende de 26 à 10,000 francs.

5° Bewaargevingen in banken, spaarkassen, boerenbonden, Raiffeisenkassen, beroepsverenigingen, samenwerkende vennootschappen of maatschappijen voor onderlingen bijstand, maatschappijen voor onderling hulpbetoon of andere dergelijke lichamen ;

6° Plaatsing bij notarissen, bij wisselaars, commissionnarissen of makelaars in openbare fondsen, en bij zaakwaarnemers ;

7° Levens- of lijfrenteverzekeringsovereenkomsten.

Hetzelfde vermoeden vindt zijne toepassing op de opbrengst der omzetting van marken in franken.

ART. 22.

De commissie van aanslag kan, desnoods, derden hooren en tot onderzoeken overgaan.

De betrokken belastingplichtigen worden bij brief opgeroepen om het verhoor der getuigen bij te wonen. Deze zijn verplicht getuigenis af te leggen omtrent al de hun bekende handelingen en feiten, waarvan de vaststelling tot het toepassen dezer wet kan nuttig wezen.

De onderteekening hunner getuigenis wordt van de volgende formule voorafgegaan :

« Ik bevestig, op de straffen bij de » wet voorzien, uitgevaardigd tegen » het afleggen eener valsche getuigenis, dat deze verklaring oprecht en » juist is. »

Weigering van te getuigen, wordt met eene boete van 100 tot 10,000 frank gestraft.

Valsche getuigenis in fiskale zaken wordt gestraft met eene gevangenisstraf van zes maanden tot drie jaar, en met eene boete van zes en twintig frank tot tien duizend frank.

ART. 23.

Si, sans motif légitime, le contribuable ne dépose pas la déclaration dans le délai fixé, il est taxé d'office au double de l'impôt qui est présumé éludé.

En cas de fraude ou d'omission volontaire dans la déclaration, le double de l'impôt fraudé ou éludé est exigible.

ART. 24.

Si, dans les cinq ans de la publication de la présente loi, il est établi qu'un contribuable n'a pas remis la déclaration requise ou a payé un impôt insuffisant parce qu'il a fait une fausse déclaration ou fourni des documents inexacts, il sera tenu, lui ou ses héritiers, de payer le double de l'impôt éludé.

CHAPITRE III.**Dispositions diverses.****ART. 25.**

L'impôt spécial est payable dans les trois mois de l'avertissement-extrait du rôle, sous peine d'un intérêt de 5 % au prorata du retard.

L'introduction d'une réclamation ou d'un recours ne suspend pas l'exigibilité de l'impôt ni de l'intérêt.

ART. 26.

Seront acceptés en paiement de l'impôt, les rentes au porteur, les obligations de l'État et les bons du Trésor belge aux conditions fixées par arrêté royal.

ART. 23.

Indien de belastingplichtige, zonder wettige reden, de aangifte niet binnen den gestelden termijn overlegt, wordt hij van ambtswege aangeslagen tot het dubbel der belasting die wordt vermoed te zijn ontdoken.

Ingeval van bedrog of van vrijwillige weglating in de aangifte is het dubbel van de gesloken of ontdoken belasting opvorderbaar.

ART. 24.

Indien, binnen de vijf jaar na de bekendmaking van deze wet, wordt vastgesteld, dat een belastingplichtige de vereischte aangifte niet heeft gedaan, of eene ontoereikende belasting heeft betaald, omdat hij eene valsche aangifte deed, of onechte bescheiden overlegde, dan worden hij of zijne erfgenamen gehouden het dubbel der ontdoken belasting te betalen.

HOOFDSTUK III.**Verschillende bepalingen.****ART. 25.**

De bijzondere belasting moet worden betaald binnen drie maanden van het waarschuwingsuittreksel uit het kohier, op straf van eenen interest van 5 % naar verhouding van het verwijl.

Voorziening in bezwaar of in verhaal schort de invorderbaarheid van de belasting of van den interest niet op.

ART. 26.

Worden in betaling van de belasting aangenomen, de renten aan toonder, de staatsobligatiën en de Belgische schatkistbons, op de bij Koninklijk besluit gestelde voorwaarden.

Un arrêté royal pourra désigner d'autres valeurs admises en paiement de l'impôt.

ART. 27.

Pour le recouvrement de l'impôt spécial, des intérêts et des frais, le Trésor public a privilège sur tous les revenus et meubles du redevable, sur ceux de sa femme non séparée de biens et sur ceux de leurs enfants dont ils ont la jouissance légale.

Le Trésor public a, en outre, droit d'hypothèque légale sur tous les immeubles du redevable et sur ceux de sa femme non séparée de biens.

ART. 28.

Les officiers ministériels chargés de procéder à une vente de meubles ou d'immeubles ne peuvent se dessaisir du produit de celle-ci que sous déduction des sommes non encore acquittées dont les biens vendus sont la garantie; ils sont personnellement responsables, jusqu'à concurrence du dit produit, du paiement des sommes restant dues, à la condition d'avoir été dûment prévenus par l'administration.

ART. 29.

Les membres de toute société ou association, sans individualité juridique, sont solidairement responsables de son impôt spécial, réglé au nom de l'un d'entre eux, ainsi que des intérêts et frais.

Les héritiers et toutes personnes recueillant quelque avantage dans la succession d'un redevable décédé sont

Een Koninklijk besluit kan andere tot betaling der belasting toegelaten waarden aanduiden.

ART. 27.

Voor de invordering van de bijzondere belasting heeft de Openbare Schatkist een vorrecht op al de inkomsten en roerende goederen van den schatplichtige, op die zijner niet van goederen gescheiden vrouw, en op die hunner kinderen, waarvan zij 't wettig genot hebben.

De openbare schatkist heeft bovendien recht van wettelijke hypotheek op al de onroerende goederen van den schatplichtige en op die zijner niet van goederen gescheiden vrouw.

ART. 28.

De ministerieele ambtenaars belast met de verkooping van meubelen of van onroerende goederen mogen de opbrengst daarvan niet uit handen geven dan na aftrek van de nog onafbetaalde sommen, waarvoor de verkochte goederen tot zekerheid dienen; zij zijn tot beloop van gemelde opbrengst persoonlijk aansprakelijk voor de betaling van de nog verschuldigde sommen, op voorwaarde dat zij naar behooren door het Beheer verwittigd werden.

ART. 29.

De leden eener maatschappij of vereeniging, zonder rechtspersoonlijkheid, zijn solidairlijk aansprakelijk voor haar bijzondere belasting, op naam van een hunner geregeld, alsmede voor de interesten en kosten.

De erfgenamen en alle personen die uit de nalatenschap van eenen overleden schatplichtige eenig voordeel behalen,

solidairement tenus de son impôt spécial, des intérêts et des frais, dans la limite de ce qui leur échoit, sous réserve éventuellement de recours contre les débiteurs réels.

ART. 30.

Si le contrôleur des contributions estime que les droits du fisc sont en péril, il peut exiger de tout contribuable le paiement immédiat de l'impôt ou le dépôt d'une garantie égale au montant de l'impôt dû ou présumé qui fait immédiatement l'objet d'une taxation à titre conservatoire.

La décision du contrôleur est assimilée aux décisions judiciaires exécutoires par provision.

Le contribuable peut faire opposition à cette décision, dans le délai de cinq jours, auprès du Président du tribunal de première instance siégeant en référé.

L'opposition ne suspend pas l'exigibilité du paiement de l'impôt ou du dépôt d'une garantie en tenant lieu.

ART. 31.

Les dispositions légales concernant l'établissement des cotisations, le recouvrement, les réclamations, les procès-verbaux, les poursuites, les prescriptions, le privilège et l'hypothèque légale, en matière de droit de patente et de taxe sur les revenus et profits réels, sont rendues applicables à l'impôt spécial ainsi qu'aux intérêts et frais y relatifs, en tant que la présente loi ne déroge point à ces dispositions.

zijn hoofdelijk, binnen de perken van hetgeen hun opkomt, gehouden tot betaling zijner bijzondere belasting, der interesten en der kosten, onder voorbehoud desvoorkomend van verhaal op de ware schuldenaars.

ART. 30.

Wordt door den contrôleur des belastingen geacht, dat de rechten van den fiscus in gevaar zijn, zoo kan hij van elken belastingsschuldige de onmiddellijke betaling vorderen der belasting, ofwel de bewaargeving eener zekerheid gelijk aan het bedrag der verschuldigde of vermoede belasting, welke onverwijld het voorwerp eener taxeerling ten bewarenden titel uitmaakt.

De beslissing van den contrôleur wordt gelijk gesteld met de rechterlijke beslissingen uitvoerbaar bij voorraad.

Binnen den termijn van 5 dagen, kan door den belastingsschuldige tegen die beslissing verzet worden aangeteekend bij den Voorzitter der Rechtbank van eersten aanleg zetelende in kortgeding.

De invorderbaarheid der betaling van de belasting, of de bewaargeving eener zekerheid ter vervanging daarvan, wordt door het verzet niet geschorst.

ART. 31.

De wettelijke bepalingen betreffende het vestigen der aanslagen, het invorderen, de bezwaren, de processen-verbaal, de vervolgingen, de verjaringen, het voorrecht en de wettelijke hypotheek in zake patentrecht, en taxe op de werkelijke inkomsten en winsten, worden van toepassing gemaakt op de bijzondere belasting en op de daarmede in verband zijnde interesten en onkosten, voor zooveel deze wet van die bepalingen niet afwijkt.

ART. 32.

Les administrations de l'État, des provinces et des communes, ainsi que les établissements publics, y compris la Caisse générale d'Épargne et de retraite, sont tenus, à la demande de l'Administration des contributions, de lui fournir tous les renseignements à leur connaissance qui peuvent être utiles à l'établissement de l'impôt spécial.

La même obligation incombe aux représentants ou directeurs des établissements visés au n° 5 de l'article 21 et aux personnes désignées au n° 6 du même article, ainsi qu'à tous ceux qui sont détenteurs ou débiteurs, de quelque chef que ce soit, de titres, sommes ou valeurs revenant à un redevable de l'impôt spécial.

L'Administration des contributions est en droit d'exiger des créanciers du redevable une attestation certifiant l'existence des dettes qu'il prétend non remboursées.

ART. 33.

Toute contravention aux dispositions de l'article précédent ou aux mesures prises pour son exécution est punie d'une amende de 500 à 25,000 francs.

Les contrevenants sont solidairement tenus, le cas échéant, au paiement de l'impôt éludé par leur fait.

ART. 34.

Toutes les notifications et communications relatives à l'impôt spécial sont faites par l'État sous pli fermé.

ART. 32.

De Staatsbeheeren, de provinciën en de gemeenten, alsmede de openbare inrichtingen, met inbegrip der Spaar- en Lijfrentekas, zijn gehouden aan het Beheer der belastingen, op het hun daartoe gedaan verzoek, al de inlichtingen te verschaffen, waarvan zij kennis hebben, en die voor de vestiging der bijzondere belasting kunnen nuttig zijn.

Dezelfde verplichting rust op de vertegenwoordigers of bestuurders der inrichtingen bedoeld onder nummer 5 van artikel 21, en op de personen aangewezen onder nummer 6 van het zelfde artikel, alsmede op al degenen die, uit eenigerlei hoofde, houders of schuldenaars zijn van titels, sommen of waarden toekomende aan eenen persoon die de bijzondere belasting verschuldigd is.

Het Beheer der belastingen heeft het recht om van de schuldeischers van den schatplichtige een getuigschrift te eischen, waarbij het bestaan der schulden welke hij beweert niet terugbetaald te zijn, wordt bevestigd.

ART. 33.

Alle overtreding der bepalingen van voorgaand artikel of der voor de uitvoering daarvan getroffen maatregelen, wordt gestraft met eene boete van 500 tot 25,000 frank.

De overtreders zijn desvoorkomend hoofdelijk gehouden tot betaling van de door hun toedoen ontdoken belasting.

ART. 34.

Al de kennisgevingen en meededeelingen, aangaande de bijzondere belasting, worden door den Staat onder gesloten omslag gedaan.

Les pièces concernant cet impôt sont exemptes du timbre et de l'enregistrement, hormis celles qui constituent des actes de poursuites.

ART. 35.

Les fonctionnaires et employés publics, les huissiers, avoués et toutes personnes quelconques qui ont à intervenir pour l'application de la présente loi, sont tenus de garder, en dehors de l'exercice de leurs fonctions, le secret le plus absolu au sujet des bénéfices des redevables de l'impôt spécial, lorsqu'ils en ont eu connaissance par suite de l'exécution de cette loi. Il en est de même de leurs commis et de toutes autres personnes ayant accès dans leurs bureaux.

ART. 36.

Celui qui, sciemment, viole le secret dont il s'agit à l'article précédent est puni d'une amende de 50 à 1,000 francs et subsidiairement d'un emprisonnement de dix jours à un mois.

Toute personne par la faute de laquelle le secret est divulgué, est punie d'une amende de 26 à 500 francs et subsidiairement d'un emprisonnement de huit à quinze jours.

ART. 37.

Toute personne qui aura remis aux autorités fiscales ou judiciaires une pièce fausse ou falsifiée afin de l'utiliser comme preuve sera punie d'un emprisonnement de trois mois à deux ans.

De stukken betreffende deze belasting zijn vrij van zegel en van registratie, met uitzondering van die welke akten van vervolgingen zijn.

ART. 35.

De openbare ambtenaren en beambten, de deurwaarders, pleitbezorgers en alle welkdanige personen, die voor de toepassing van deze wet hunne bemiddeling hebben te verleen, zijn gehouden, buiten het uitoefenen van hun ambt, het volstrekte geheim te bewaren omtrent de winsten van de aan de bijzondere belasting onderworpen schatplichtigen, wanneer zij hiervan kennis hebben ten gevolge van de uitvoering dezer wet. Hetzelfde geldt voor hunne klerken en voor alle andere personen, die in hunne kantoren toegang hebben.

ART. 36.

Hij die, willens en wetens, het onder voorgaand artikel bedoeld geheim schendt, wordt gestraft met eene boete van 50 tot 1,000 frank en, op vervangende wijze, met eene gevangenisstraf van tien dagen tot een maand.

De personen door wier schuld het geheim wordt ruchtbaar gemaakt, worden gestraft met eene boete van 26 tot 500 frank en, op vervangende wijze, met eene gevangenisstraf van acht tot vijftien dagen.

ART. 37.

De personen die aan de fiskale of rechterlijke overheid een onjuist of vervalscht stuk hebben afgegeven om dit als bewijs te gebruiken, worden gestraft met eene gevangenisstraf van drie maand tot twee jaar.

Art. 38.

Les poursuites en application des pénalités prévues par les articles 22, 33, 36 et 37 sont exercées, comme en matière correctionnelle, sur la plainte de l'Administration des contributions ou des redevables intéressés.

Art. 39.

Avant l'expiration de l'année 1919, le Gouvernement soumettra aux Chambres un rapport sur les opérations effectuées en vertu de la présente loi et sur les résultats acquis.

Il leur soumettra plus tard, s'il y a lieu, des rapports complémentaires.

Art. 40.

La présente loi entrera en vigueur le lendemain de sa publication.

Donné à Bruxelles, le 15 janvier 1919.

Art. 38.

De vervolging tot toepassing van de onder artikelen 22, 33, 36 en 37 voorziene straffen worden, gelijk in boetstraffelijke zaken, uitgeoefend op beklag van het Beheer der belastingen of van de belanghebbende schatplichtigen.

Art. 39.

Vóór het einde van het jaar 1919, zal de Regeëring bij de Kamers een verslag indienen omtrent de krachtens deze wet uitgevoerde verrichtingen en omtrent de behaalde uitslagen.

Later zal zij hun, indien er grond voor is, aanvullende verslagen overleggen.

Art. 40.

Deze wet treedt in werking daags na hare bekendmaking.

Gegeven te Brussel, den 15^e Januari 1919.

ALBERT.

PAR LE ROI :

Le Ministre des Finances,

VAN 'S KONINGS WEGE :

De Minister van Financiën,

LÉON DELACROIX.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 16 JANUARI 1919.

Ontwerp van wet tot vestiging eener bijzondere en buitengewone belasting*
op de oorlogswinsten.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Terwijl hij de diepste storing teweeg bracht op ieder gebied van het nationale leven, heeft de oorlog den vermogenstoestand onzer medeburgers diep in de war gestuurd : de eenen (het grootste aantal) hebben zich, niettegenstaande de ontheringen, verarmd door uitputting hunner spaarpenningen en zelfs door tot leeningen hunne toevlucht te nemen; anderen, ofschoon op ruimen voet levende, hebben zich, begunstigd door de omstandigheden, aanmerkelijk verrijkt.

De billijkheid eischt, dat maatregelen genomen worden om dezen toestand te verhelpen. Hetzelfde vraagstuk heeft zich in de andere landen voorgedaan, en werd over 't algemeen opgelost door het belasten van de « oorlogswinsten »

't Is ook in die richting, dat de studiën werden gevoerd van de toegewijde personen die, tijdens de bezetting van het land, het prijzenswaardige initiatief namen de oplossing te zoeken der belangrijke vraagpunten, welke 's Rijks herwording moest opwerpen.

De opkoopers en andere oorlogskapers te treffen, was eerst het denkbeeld dat den voorrang had.

Maar eene zoo eng beperkte belasting zou ernstige moeilijkheden van practischen aard opleveren en kon slechts een gedeeltelijk werk zijn. Het ligt inderdaad niet in de rol van het fiskaal Beheer recht te spreken : het behoort niet tot zijne bevoegdheid een onderscheid te maken tusschen wette-

lijke en niet wettelijke verrichtingen; het moet er zich toe bepalen de economische toestanden te beoordeelen. Diensvolgens eischt de rechtmatigheid van de belasting, dat ze worde toegepast op al de winsten verkregen gedurende den oorlog, zonder dat de oorzaak daarvan behoefte opgezocht te worden.

Zulke nijveraar of handelaar, welke buitengewoon hooge winsten heeft kunnen behalen, eenvoudig ten gevolge van de verhooging der prijzen, of van andere gunstige omstandigheden, moet dus aangeslagen worden gelijk die welke een hebzuchtig gebruik maakte van de ongelukkige tijden. Een onderscheid daaromtrent is van fiscaal standpunt onmogelijk.

Van het oogenblik, dat de nieuwe belasting een algemeen aard hebben moet, eischt de logiek, dat zij niet alleen de winsten van den arbeid treffe, maar ook de verkregen kapitaalvergrooting, indien deze in rechtstreeksch of onrechtstreeksch verband is met den oorlog. Aldus de grootgrondbezitter, welke belangrijke onroerende goederen of uitgestrekte bosschen heeft verkocht tegen eenen prijs ver boven hunne waarde van vóór den oorlog, de winstzoeker welke baat getrokken heeft uit de schommelingen van den wisselkoers of uit andere gebeurtenissen, moeten ook aan de belasting worden onderworpen, wel te verstaan in zooverre hunne oorlogswinsten het belastbare minimum te boven gaan.

Ziedaar, Mijne Heeren, het grondbeginsel van het ontwerp van wet dat, op 's Konings bevel, ik de eer heb aan uwe beraadslagingen te onderwerpen. Noodwendig heeft dit ontwerp een terugwerkende kracht, daar de bezetting van het land door den vijand tijdelijk de uitoefening der nationale souvereiniteit geschorst heeft. Het is zelfs op grond dezer terugwerking, dat het noodig schijnt een redelijk hoog minimum vrij te stellen, dat bepaald is op 20,000 frank, hetgeen ongeveer 5,000 frank per oorlogsjaar uitmaakt. Zulks is geenszins overdreven, als men rekening houdt met de toeneming der levensduurte. Welke personen zullen in beginsel aan de bijzondere belasting onderworpen worden? 1^o de patentplichtigen over 't algemeen, met inbegrip van de verschillende landbouwexploitanten (landbouwers, warmoezeniers, fokkers, enz.), 2^o de Belgische en vreemde vennootschappen op aandeelen en hare beheerders of commissarissen, in een woord, degenen die de taxe op de werkelijke inkomsten en winsten verschuldigd zijn; 3^o alle andere personen, natuurlijke of zedelijke, die tijdens den oorlog eenigerlei winstgevende verrichtingen hebben gedaan.

Het Beheer der belastingen kent de twee eerste categoriën van schatplichtigen; ter zake wordt dus geen bijzondere opzoeking vereischt. Wat de derde categorie betreft, zij omvat hoofdzakelijk personen die voor aanzienlijke sommen onroerende goederen of bosschen hebben verkocht (hetgeen 's lands boschreserve verarmde). De aan registratie onderworpen verkoopakten zullen toelaten de betrokkenen te kennen.

Zooals in zake patentrecht, wordt gewoonte niet vereischt om de bijzondere belastingschuld te wettigen : een gelukte speculatie, een winstgevende verrichting, persoonlijk of door een aangestelde gedaan, zelfs een eenvou-

dige deelneming aan een bepaalde zaak, kan, indien zij genoegzaam loonend was, tot fiskale inneming aanleiding geven.

Worden alleen vrijgesteld, de vennootschappen, welke door bemiddeling der openbare overheid, ten algemeenen nutte mochten opgericht worden. Soortgelijke schikking werd reeds in de wetgeving opgenomen.

Het veld voor toepassing der belasting aldus afgebakend zijnde, dient nader bepaald te worden wat men verstaat door « oorlogswinsten » : dat is hetgeen overblijft van de winsten, die gedurende het oorlogstijdvak werden behaald, na aftrek dergene welke de belanghebbende heeft gebeurd tijdens het vorig tijdvak van zelfden duur. Het is dus eenigszins de overwinst, abnormale zou men zeggen kunnen, voortvloeiende uit de vergelijking van twee zuiver verschillende toestanden.

Aangezien de gedruktheid veroorzaakt door de oorlogsbedreigingen zich reeds in den loop der maand Juli 1914 openbaarde, kwam het voegzaam voor het oorlogstijdvak van 1 Juli 1914 tot 31 December 1919 te stellen.

Om de winsten van het vorig tijdperk, dat eveneens vijfdehalf jaar omvat, te bepalen, zal het in het meerendeel der gevallen niet noodig zijn, op te klimmen tot het jaar 1910; over 't algemeen zal het volstaan gemelde winsten te ramen naar de uitslagen der jaren 1912 en 1913 en der zes eerste maanden van 1914 die door de gebeurtenissen niet werden beïnvloed.

Maar het zal den belanghebbende vrij staan te vragen dat bovendien rekening gehouden worde der winsten, die hij gedurende de jaren 1910 en 1911 behaalde.

In dezen zin is artikel 3 van het ontwerp opgevat. Artikel 4 bepaalt de winsten der patentplichtigen en der andere niet aan de taxe op de werkelijke inkomsten en winsten onderworpen personen; artikel 5 verbiedt splitsing der winsten in sommige bepaalde gevallen, en artikel 6 regelt het vraagstuk der aflossingen volgens de rechtspraak betreffende het voormalig patentrecht der naamlooze vennootschappen. Ten slotte, voorziet artikel 7 het ontbreken van regelmatig gehouden boeken toelatende de oorlogswinsten of de vorige winsten van den belastingschuldige vast te stellen; men handelt alsdan door vergelijking, waarbij de winsten van gelijkaardige schatplichtigen tot grondslag worden genomen en desvoorkomend rekening wordt gehouden met het ingeest kapitaal en met de andere bewijskrachtige inlichtingen.

Nochtans worden, voor de landbouwexploitanten, die meestal geen boeken houden, de winsten voorafgaande aan het oorlogstijdvak bij begroting gesteld op het bedrag van de jaarlijksche werkelijke of vermoede huurwaarde der onroerende goederen, die zij exploiteeren. Over 't algemeen wordt aangenomen dat in normale tijden de landbouwwinsten ongeveer overeenstemmen met het bedrag der pacht.

Wat betreft degenen die de taxe op de werkelijke inkomsten en winsten verschuldigd zijn, duidt artikel 8 aan wat men verstaan moet door winsten. De daarin opgenomen bepalingen behoeven geene toelichting.

Voor de toepassing der nieuwe belasting, is noch de belastingschuldige,

noch het Beheer door eenige vroegere fiskale raming gebonden. Dit is de bedoeling van artikel 9. Dit artikel behelst, dat, van de winsten over één jaar, desvoorkomend aftrek wordt gedaan van de vroeger of later, gedurende het oorlogstijdvak, geleden beroepsverliezen.

't Is inderdaad van de oorlogswinsten in haar geheel dat de bijzondere belasting geheven wordt : deze belasting is vastgesteld op 20 % voor de winsten van 20,001 frank tot 30,000 frank, en vermeerderd met 1 % per schijf van 10,000 frank, zonder 80 % te mogen overtreffen. Dit percentage, dat ook in Engeland en in Frankrijk bestaat, zal slechts toepasselijk zijn op het gedeelte der oorlogswinsten hetwelk 630,000 frank te boven gaat. Trouwens het zal tot het vierde worden teruggebracht voor de winsten behaald door afzonderlijke, in het buitenland of in de kolonie gelegen inrichtingen.

De provinciën en gemeenten mogen op de bijzondere belasting geene opcentiemen vestigen, maar zij verkrijgen onderscheidenlijk één achtste en drie achtsten van het gedeelte harer opbrengst in verband met de in België behaalde winsten. Deze aandelen worden naar verhouding van de hoofdsom der rechtstreeksche belastingen voor 1913 toegekend.

Gelijk voor het meerendeel der gewone belastingschuldigen, dient de aangifte der belanghebbenden tot grondslag voor de vaststelling van de belasting op de oorlogswinsten, onder voorbehoud natuurlijk van nazicht door de belastingbeambten.

Tot zekerheid eener goede zetting van de belasting, wordt in elke belastingcontrole eene commissie van taxceering benoemd welke dezelfde bevoegdheden heeft als het college van patentzetters. Hare leden worden gekozen uit de aanzienlijkste personen (nijverheidslieden, handelaars, landbouwers, enz.), die gelegenheid hebben om op de hoogte te zijn van den gang der zaken in geheel eene streek. Hare bevoegdheid strekt zich inderdaad over een zeker getal gemeenten uit, derwijze dat zij, beter dan de plaatselijke zetters, bestand is tegen de verschillende invloeden welke dikwijls de fiskale werking verlammen in plaats van haar bij te staan.

De taxceeringcommissie mag getuigen onderhooren, indien zij zulks nuttig acht. Zij heeft tot hoofdzaak een samenstel van inlichtingen in te zamelen, die van aard zijn om de winsten der belastingschuldigen vast te stellen. Het ingeveste kapitaal, het zakencijfer, de hoeveelheden stoffen die aan den accijns of aan andere toezichten zijn onderworpen, de uitgestrektheid en de soort der beplantingen, enz., zijn zoovele grondslagen van begrooting.

Echter, uit aanmerking van de abnormale voorwaarden waarin nijverheid, handel, en landbouw gedurende het oorlogstijdvak werden uitgeoefend, is het noodig zekere gedurende dit tijdvak volbrachte handelingen als vermoedens van winsten te aanzien.

Zij die belangrijke voordeelen behaalden, moesten daaraan de eene of andere bestemming geven : sommigen hebben grond of huizen aangekocht, hebben hunne fabrieken vergroot, hebben zich prachtmeubelen en allerhande titels aangeschaft, anderen hebben de sommen terugbetaald welke

zij in hypotheekbeleening hadden, ofwel hebben ruim deel genomen aan het stichten van vennootschappen op aandelen; anderen nog hebben gelden in de banken neergelegd of levensverzekeringen aangegaan. Ten slotte heeft het grootste getal onlangs zijne marken in franken omgezet.

Dit zijn ontegensprekelijke feiten, welke niet zijn wettelijke vermoedens, waartegen geen bewijs aanvaard wordt, maar wel menschelijke vermoedens welke, desvoorkomend, door de belanghebbenden kunnen te niet worden gedaan, wanneer zij bijvoorbeeld bewijzen dat de betwiste sommen voortkomen van erfenissen, van normale tegeldemaking van huizen of van titels, van gelden voor loopende kas- en andere behoeften, enz.

Het belastbare minimum van 20,000 frank maakt elke opzoeking overtollig ten aanzien van de minder belangrijke sommen waaraan de hierbovenbedoelde bestemmingen werden gegeven. Over 't algemeen, zullen dus de vereischte verantwoordingen alleen in te leveren zijn door degenen die, naar men vermoedt, over het geheele oorlogstijdvak meer dan 20,000 frank winst hebben behaald.

Artikelen 24, 32 en 33 van het ontwerp zijn derwijze opgesteld, dat zij de doelmatigheid van het stelsel verzekeren.

Wat de andere voorgestelde bepalingen betreft, welke op de invordering en de rechtspleging betrekking hebben, is, naar het voorkomt, geen nadere verklaring noodig.

Daar belasting der oorlogswinsten met nadruk door de openbare meening wordt gevorderd, zullen zonder twijfel de Kamers er aan houden het ontwerp ten spoedigste te onderzoeken, opdat de wet binnenkort in werking kunne treden. 't Is tot een werk van gerechtigheid dat zij door de Regeering worden uitgenoodigd.

De Minister van Financiën,

LÉON DELACROIX.

Projet de loi établissant un impôt spécial et extraordinaire sur les bénéfices de guerre.

Ontwerp van wet tot vestiging eener bijzondere en buitengewone belasting op de oorlogswinsten.

ALBERT,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre des Finances est chargé de présenter, en Notre nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

CHAPITRE PREMIER.

Redevables. — Bases et taux de l'impôt. — Lieu d'imposition.

ARTICLE PREMIER.

Il est établi, à charge des personnes désignées ci-après, un impôt spécial et extraordinaire sur les bénéfices de guerre, tels qu'ils sont définis par la présente loi.

ART. 2.

Pour autant que leurs bénéfices de guerre dépassent 20,000 francs, sont assujettis à l'impôt spécial :

1° Les patentables en général, y compris les divers exploitants agricoles ;

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op de voordracht van Onzen Minister van Financiën,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Financiën is gelast, in Onzen naam, bij de Wetgevende Kamers het wetsontwerp in te dienen waarvan de inhoud volgt :

HOOFDSTUK I.

Belastingplichtigen. — Grondslagen en bedrag der belasting. — Plaats van aanslag.

EERSTE ARTIKEL.

Ten laste van de hierna aangewezen personen wordt een bijzondere en buitengewone belasting gevestigd op de oorlogswinsten, zooals zij bij deze wet worden omschreven.

ART. 2.

Voor zooverre hunne oorlogswinsten twintig duizend frank overtreffen, worden aan de bijzondere belasting onderworpen :

1° De patentplichtigen over 't algemeen, met inbegrip der verschillende landbouwexploitanten ;

2° Les redevables de la taxe sur les revenus et profits réels;

3° Toutes autres personnes, physiques ou morales, qui se sont livrées, au cours de la guerre, soit personnellement ou par mandataire, soit à titre d'associés ou de participants, à une ou plusieurs opérations lucratives quelconques, telles que les ventes d'immeubles ou de bois.

Sont exemptées de l'impôt spécial les sociétés constituées, à l'intervention des pouvoirs publics, dans un but d'utilité générale.

ART. 3.

§ 1^{er}. — Sont réputés bénéfices de guerre, tous ceux qui ont été réalisés pendant la période de guerre, sauf déduction des bénéfices normaux de la période antérieure d'égale durée.

§ 2. — Pour l'application de la présente loi, la période de guerre s'étend du 1^{er} juillet 1914 au 31 décembre 1918.

§ 3. — La détermination des bénéfices normaux antérieurs est faite proportionnellement à la moyenne des deux derniers bilans ou des résultats obtenus du 1^{er} janvier 1912 au 30 juin 1914 et constatés par une comptabilité régulière.

A la demande du contribuable, il est tenu compte en outre des bénéfices, dûment établis, réalisés pendant les années 1910 et 1911.

§ 4. — Les bénéfices des sociétés dont les bilans s'étendent sur les deux périodes visées au § 1^{er} du présent article, peuvent, à la demande de ces sociétés, être ventilés par mois ou par

2° Degenen die de taxe op de werkelijke inkomsten en winsten verschuldigd zijn;

3° Alle andere personen, natuurlijke of zedelijke, die, in den loop van den oorlog, hetzij persoonlijk of door zaakgelastigde, hetzij als vennooten of als deelhouders, eene of meer winstgevendende verrichtingen hoe ook genaamd, zooals verkoop van onroerende goederen of van bosschen, hebben uitgeoefend.

Worden van de bijzondere belasting vrijgesteld, de vennootschappen die, ten algemeenen nutte, door bemiddeling der openbare overheid zijn opgericht.

ART. 3.

§ 1. — Worden geacht oorlogswinsten te zijn, alle gedurende het oorlogstijdvak behaalde winsten, behoudens aftrek der normale winsten over het vorig tijdvak van gelijken duur.

§ 2 — Voor de toepassing dezer wet, omvat het oorlogstijdvak den tijd van 1 Juli 1914 tot 31 December 1918.

§ 3. — De bepaling der vorige normale winsten wordt gedaan naar verhouding van de middelsom der twee laatste balansen, of der uitslagen bekomen van 1 Januari 1912 tot 30 Juni 1914 en blijkende uit een normale boekhouding.

Op aanvraag van den belastingplichtige, wordt bovendien rekening gehouden met de behoorlijk vastgestelde winsten, welke gedurende de jaren 1910 en 1911 werden behaald.

§ 4. De winsten der vennootschappen welker balansen zich uitstrekken over de twee onder § 1 van dit artikel bedoelde tijdvakken, mogen, op aanvraag dezer vennootschappen, worden

trimestre au prorata des affaires traitées pendant ce laps de temps.

§ 5. — En aucun cas, la déduction prévue par ledit § 1^{er} ne peut être inférieure à 10,000 francs pour la période antérieure à la guerre, ni à 6 % par an du capital investi.

ART. 4.

§ 1^{er}. — En ce qui concerne les patentables et autres assujettis, visés aux numéros 1 et 3 de l'article 2, on entend par bénéfices l'excédent des bénéfices bruts sur les frais et charges d'ordre professionnel, à l'exclusion des dépenses ayant un caractère personnel.

§ 2. — Sont notamment comprises parmi les bénéfices, les sommes affectées à l'extension de l'entreprise, à la constitution de réserves ou au remboursement total ou partiel de capitaux empruntés.

§ 3. — La rémunération du travail de l'intéressé ne peut être déduite des bénéfices, mais celle des membres de sa famille travaillant avec lui rentre dans la catégorie des frais généraux, pour autant qu'elle n'excède pas un traitement ou salaire normal.

ART. 5.

§ 1^{er}. — Aucune division des bénéfices provenant d'exploitations en commun n'est admise entre les membres d'une même famille habitant ensemble, ni entre les membres d'une société, association ou communauté quelconque.

§ 2. — Aucune division n'est admise

geschrift per maand of per trimester, naar verhouding van de gedurende deze tijdruimte verhandelde zaken.

§ 5. — In geen geval mag de bij voormelde § 1 voorziene aftrek minder zijn dan 10,000 frank voor het tijdvak dat aan den oorlog voorafgaat, noch minder dan 6 % per jaar van het ingeveste kapitaal.

ART. 4.

§ 1. — Wat de onder nummers 1 en 3 van artikel 2 bedoelde patent- en andere schatplichtigen betreft, wordt door winsten verstaan de som waarmede de ruwe winsten de beroepmatige kosten en lasten overtreffen, ter uitsluiting der uitgaven welke een persoonlijk aard hebben.

§ 2. — Zijn inzonderheid begrepen onder de winsten, de sommen aangewend tot uitbreiding van de onderneming, tot vestiging van reserves, of tot geheele of gedeeltelijke terugbetaling van geleende kapitalen.

§ 3. — Het loon voor den arbeid van den belanghebbende mag van de winsten niet worden afgetrokken, maar dat van de leden zijner familie, welke met hem arbeiden, behoort tot de categorie der algemeene kosten, voor zover het een gewone bezoldiging of gewoon loon niet overtreft.

ART. 5.

§ 1. — Onder de met elkander inwonende leden eener zelfde familie, noch onder de leden eener maatschappij, vereeniging of gemeenschap hoe ook genaamd, wordt splitsing van winsten voortvloeiende uit gemeene exploitatiën veroorloofd.

§ 2. — Splitsing wordt ook niet

non plus quant aux bénéfices provenant d'opérations de nature distincte ou d'exploitations multiples établies dans diverses communes.

ART. 6.

Les amortissements effectués pendant la période de guerre, qu'ils se manifestent par la réduction des articles de l'actif ou qu'ils fassent l'objet d'un article spécial du passif, ne sont admissibles qu'autant qu'ils correspondent à une dépréciation, ordinaire ou exceptionnelle, réellement survenue pendant cette période ou durant les exercices sociaux y relatifs.

Si les pertes professionnelles sont incertaines au moment de la taxation, l'impôt est établi à titre conservatoire, mais décharge ou réduction peut en être accordée dès que la réalité des pertes est dûment constatée. Toutefois il y aura déchéance de recours à ce sujet deux ans après la publication de la présente loi.

ART. 7.

§ 1^{er}. — A défaut de documents probants, les bénéfices de guerre et les bénéfices antérieurs sont déterminés, pour chaque assujetti, eu égard aux bénéfices normaux de redevables similaires et en tenant compte éventuellement du capital investi ainsi que des autres renseignements recueillis et des présomptions établies par les agents de la cotisation.

§ 2. — Pour les exploitants agricoles, les bénéfices antérieurs à la pé-

toegelaten wat de winsten betreft voortvloeiende uit verrichtingen van verschillende aard of uit meerdere exploitatiën in verscheidene gemeenten gevestigd.

ART. 6.

De aflossingen tijdens het tijdperk van oorlog gedaan, zij mogen zich kenschetsen door vermindering der artikelen van het actief, of het onderwerp uitmaken van een bijzonder artikel van het passief, worden slechts toegelaten in zoverre zij overeenstemmen met eene gewone of uitzonderlijke waardevermindering welke zich gedurende dit tijdvak of tijdens daarmede in verbandstaande maatschappelijke boekjaren werkelijk heeft voorgedaan.

Indien de beroepsverliezen, op het oogenblik van den aanslag, onzeker zijn, wordt de belasting ten bewarenden titel vastgesteld, doch ontlasting of vermindering er van kan toegestaan worden zoodra de werkelijkheid der verliezen behoorlijk gebleken is. Nochtans zal te dien opzichte verval van verhaal zijn, twee jaar na de bekendmaking van deze wet.

ART. 7.

§ 1. — Bij onstentenis van bewijskrachtige bescheiden, worden de oorlogswinsten en de vroegere winsten voor elken schatplichtige bepaald, met in achtneming van de gewone winsten van soortgelijke belastingschuldigen en, bij voorkomend geval, gelet op het ingeveste kapitaal alsmede op de andere ingewonnen inlichtingen en op de vermoedens door de agenten van den aanslag vastgesteld.

§ 2. — Voor de landbouwexploitanten worden de winsten van vóór het

riode de guerre sont, à défaut de comptabilité régulière, fixés par année au montant de la valeur locative, réelle ou présumée, des immeubles exploités.

ART. 8.

En ce qui concerne les sociétés par actions et les autres assujettis visés au n^o 2 de l'article 2, sont considérés comme bénéfices :

1^o Les divers éléments passibles de la taxe sur les revenus et profits réels, sauf les intérêts des obligations et les primes ou lots attribués aux obligataires ;

2^o Les réserves ou fonds de prévision quelconques, le report à nouveau et toutes autres affectations analogues.

Les dispositions des articles 6 et 7 sont applicables en l'espèce.

ART. 9.

Les bénéfices admis antérieurement pour le droit de patente ou la taxe sur les revenus et profits réels sont susceptibles de revision pour l'application de l'impôt spécial.

ART. 10.

Le bénéfice résultant de la vente d'immeubles ou de bois est déterminé en défalquant de leur produit net leur valeur normale présumée au 1^{er} juillet 1914 ou au moment de leur achat ultérieur.

L'estimation de cette valeur est réglée par arrêté royal.

oorlogstijdvak bij onstentenis van regelmatige boekhouding, per jaar vastgesteld op het bedrag der werkelijke of vermoedelijke huurwaarde, der geëxploiteerde onroerende goederen.

ART. 8.

Wat de vennootschappen op aandelen en de andere schatplichtigen, bedoeld onder nummer 2 van artikel 2 betreft, worden als winsten beschouwd :

1^o De verschillende elementen onderworpen aan de taxe op de werkelijke inkomsten en winsten, behoudens de interesten der obligatiën en de premiën of loten aan de obligatiehouders toegekend ;

2^o Alle hoegenaamde reserves of voorzieningsfondsen, de overdragingen op nieuwe rekening en alle andere dergelijke bestemmingen.

De bepalingen van artikelen 6 en 7 zijn ter zake toepasselijk.

ART. 9.

De voor het patentrecht of de taxe op de werkelijke inkomsten en winsten vroeger aangenomen winsten zijn voor de toepassing van de bijzondere belasting herzieningsvatbaar.

ART. 10.

De winsten voortvloeiende uit den verkoop van onroerende goederen of bosschen worden bepaald door van de zuivere opbrengst af te trekken hunne vermoedelijke normale waarde op 1^{er} Juli 1914, of op het oogenblik van den lateren inkoop daarvan.

De raming van deze waarde wordt bij Koninklijk besluit geregeld.

ART. 11.

Sont imposables les bénéfices réalisés tant en Belgique qu'à l'étranger ou dans la Colonie.

Les personnes ayant leur résidence habituelle dans le pays ne sont pas affranchies de l'impôt par le fait d'avoir séjourné à l'étranger ou dans la Colonie pendant la période de guerre.

ART. 12.

L'impôt spécial est calculé pour chaque contribuable sur l'ensemble de ses bénéfices de guerre, sauf déduction d'une somme de 20,000 francs.

Le taux de l'impôt, fixé à 20 % pour les bénéfices de 20,001 à 30,000 francs, augmente graduellement d'un pour cent pour toute somme comprise dans une tranche de 10,000 francs, sans pouvoir dépasser 80 % pour la partie desdits bénéfices qui excède 630,000 francs.

Le taux est réduit au quart pour les bénéfices réalisés dans des établissements distincts situés à l'étranger ou dans la Colonie.

ART. 13.

Sont déduits de l'impôt spécial sur les bénéfices de guerre, le droit de patente et les additionnels déjà payés sur la somme imposable.

L'impôt payé à l'étranger ou dans la Colonie vient en déduction des bénéfices y réalisés.

ART. 14.

L'impôt spécial est dû dans la commune où le redevable est passible du

ART. 11.

De winsten behaald zoowel in België, als in het buitenland, of in de Kolonie, zijn belastbaar.

De personen welke hun gewoon verblijf in het land hebben, zijn van de belasting niet vrijgesteld door het feit, dat zij in het buitenland of in de Kolonie vertoeft hebben gedurende het oorlogstijdvak.

ART. 12.

De bijzondere belasting wordt voor elken belastingplichtige berekend over zijn gezamentlijke oorlogswinsten, behoudens aftrek eener som van 10,000 frank.

Het bedrag der belasting dat bepaald is op 20 % voor de winsten van 20,001 tot 30,000 frank, verhoogd trapsgewijze met één ten honderd voor elke som begrepen in eene schijf van 10,000 frank, zonder tachtig ten honderd te mogen overtreffen voor het gedeelte van gemelde winsten, dat 630,000 frank te boven gaat.

Het bedrag wordt verminderd tot het vierde voor de winsten behaald in afzonderlijke inrichtingen gelegen in het buitenland of in de colonie.

ART. 13.

Worden van de bijzondere belasting op de oorlogswinsten afgetrokken het patentrecht en de opcentiemen, welke reeds op de belastbare som betaald zijn.

De in het buitenland betaalde belasting komt in mindering van de behaalde winsten.

ART. 14.

De bijzondere belasting moet betaald worden in de gemeente waar de belas-

droit de patente ou de la taxe sur les revenus et profits réels et, à défaut, dans la commune de son principal établissement.

ART. 15.

§ 1^{er}. — Il ne peut être établi, sur l'impôt spécial, des additionnels provinciaux ou communaux ni aucune taxe similaire.

§ 2. — Un huitième du produit de l'impôt établi sur les bénéfices réalisés en Belgique est attribué aux provinces et trois huitièmes aux communes.

La répartition sera faite au prorata du principal des impôts directs en 1913.

ART. 16.

Remise de l'impôt peut être accordée par le directeur des contributions aux assujettis qui établiront, par leurs livres ou d'autres documents probants, que leurs bénéfices sont sans relation directe ou indirecte avec la guerre et ont été réalisés sans augmentation des prix ou tarifs de la période antérieure.

CHAPITRE II.

De la déclaration et de la taxation.

ART. 17.

Dans les deux mois de la promulgation de la présente loi, les assujettis à l'impôt spécial sont tenus de remettre, au receveur des contributions du ressort d'imposition, une déclaration contenant

tingplichtige het patentrecht of de taxe op de werkelijke inkomsten en winsten verschuldigd is, en, bij gebreke, in de gemeente van zijne hoofdindrichting.

ART. 15.

§ 1. — Op de bijzondere belasting mogen provinciale -of gemeenteopcentiemen, noch eenige andere dergelijke taxe gelegd worden.

§ 2. — Van de opbrengst der belasting gevestigd op de in het buitenland behaalde winsten worden één achtste aan de provinciën en drie achtsten aan de gemeenten toegekend.

De verdeling wordt gedaan in verhouding tot de hoofdsom der rechtstreeksche belastingen over 1913.

ART. 16.

Kwijtschelding van de belasting mag door den bestuurder der belastingen worden verleend aan de schatplichtigen die door middel van hunne boeken of van andere bewijskrachtige bescheiden bewijzen, dat hunne winsten rechtstreeksch noch onrechtstreeksch verband houden met den oorlog en behaald werden zonder vermeerdering der prijzen of tarieven van het vorig tijdvak.

HOOFDSTUK II.

Van de aangifte en van de taxatie.

ART. 17.

Binnen de twee maanden na de afkondiging dezer wet zijn degenen die aan de bijzondere belasting onderworpen zijn gehouden bij den ontvanger der belastingen over het gebied van

tous les renseignements nécessaires à l'établissement de leurs cotisations.

Cette déclaration est appuyée, le cas échéant, d'une copie, certifiée exacte, des bilans et comptes pour les années 1912 à 1918.

Le modèle de la déclaration est arrêté par l'administration des contributions.

ART. 18.

Toute personne requise par l'administration de remplir une déclaration, est tenue de le faire dans les huit jours.

ART. 19.

La déclaration, appuyée des pièces requises et reconnue exacte par les agents à ce délégués, sert de base à l'imposition sous réserve des dispositions suivantes.

ART. 20.

§ 1^{er}. — Il est créé, dans chaque contrôle des contributions, une Commission de taxation ayant les pouvoirs dévolus au collège des répartiteurs par l'article 22 de la loi du 21 mai 1819 et par l'article 11 de la loi du 1^{er} septembre 1913.

Indépendamment du contrôleur des contributions faisant fonctions de président, cette Commission comprend deux industriels ou négociants, deux agriculteurs, un expert comptable et un docteur en droit désignés par le directeur des contributions.

Dans les contrôles importants, la composition de la Commission peut être

aanslag, eene aangifte in te dienen vermeldende al de tot het vestigen van hunne aanslagen benoodigde inlichtingen.

Deze aangifte wordt, desvoorkomend, gestaafd door een gewaarmerkt afschrift der balansen en rekeningen voor de jaren 1912 tot 1918.

Het model der aangifte wordt door het beheer der belastingen bepaald.

ART. 18.

Al degenen van wie door het beheer het invullen eener aangifte wordt gevorderd zijn gehouden zulks binnen acht dagen te doen.

ART. 19.

De aangifte gestaafd door de vereischte stukken en echt bevonden door de daartoe aangestelde agenten, strekt tot grondslag aan de belasting, onder voorbehoud van de volgende bepalingen.

ART. 20.

§ 1. -- In elke contrôle der belastingen wordt eene commissie van aanslag ingesteld bekleed met de bevoegdheid toegekend aan het College der patentzetters bij artikel 22 der wet van 21^e Mei 1819 en bij artikel 11 der wet van 1^o September 1913.

Behalve de contrôleur der belastingen die het ambt van voorzitter waarneemt, is deze commissie samengesteld uit twee nijverheidslieden of handelaars, twee landbouwers, een deskundige in boekhouden en een doctor in de rechten, door den bestuurder der belastingen aangewezen.

In belangrijke contrôles mag de samenstelling der commissie gewijzigd

modifiée et élargie selon qu'il est jugé utile à la bonne assiette de l'impôt.

§ 2. — Le contrôleur peut appeler de l'avis de la Commission de taxation auprès du directeur des contributions qui statue par décision motivée.

§ 3. — L'indemnité des membres de la Commission de taxation est fixée par le Ministre des Finances.

§ 4. — Quiconque, sans motif légitime, refuse de faire partie d'une Commission de taxation ou néglige d'assister à une séance à laquelle il a été régulièrement convoqué, est passible, dans le premier cas, d'une amende de 500 francs et, dans le second cas, d'une amende de 20 francs.

Ces amendes sont infligées par le directeur des contributions et recouvrées comme en matière d'impôts directs.

ART. 21.

Pour établir les bénéfices imposables, la Commission de taxation peut avoir recours, quel que soit le montant du litige, à tous les moyens de preuve admis par le droit commun.

Peuvent notamment être considérés comme présomptions de bénéfices, les faits suivants accomplis depuis le 1^{er} juillet 1914 :

1^o Achat, construction ou agrandissement d'immeubles ;

2^o Acquisition de meubles ou de valeurs mobilières ;

3^o Remboursement total ou partiel de capitaux empruntés ou constitution de créances quelconques ;

4^o Souscription dans des sociétés par actions ou apports dans d'autres sociétés ;

en uitgebreid worden naar gelang dit tot de richtige vestiging van de belasting noodig wordt geoordeeld.

§ 2. — De Contrôleur mag tegen het advies der commissie van aanslag beroep instellen bij den bestuurder der belastingen, die beslist bij een met redenen omkleed besluit.

§ 3. — De vergoeding der leden van de commissie van aanslag wordt door den Minister van Financiën vastgesteld.

§ 4. — Degenen die, zonder wettige reden, weigeren deel uit te maken van eene commissie van aanslag, of nalaten eene zitting bij te wonen, waartoe zij regelmatig werden opgeroepen, zijn strafbaar, in het eerste geval, met eene boete van 500 frank en, in het tweede geval, met eene boete van 20 frank.

Deze boeten worden opgelegd door den bestuurder der belastingen, en geïnd zooals in zake rechtstreeksche belastingen.

ART. 21.

Tot het vaststellen der belastbare winsten mag de commissie van aanslag, welk ook het bedrag zij waarover geschil, tot alle bewijsmiddelen, die door het gemeen recht zijn toegelaten, de toevlucht nemen.

Kunnen namelijk als vermoedens van winsten worden beschouwd, de volgende handelingen voltrokken sedert 1^{er} Juli 1914 :

1^o Aankoop, aanbouw, of vergrooing van onroerende goederen ;

2^o Aankoop van meubelen en van roerende waarden ;

3^o Geheele of gedeeltelijke terugbetaling van geleende kapitalen of vestiging van eenigerlei schuldvorderingen ;

4^o Inschrijving in vennootschappen op aandelen of alle inbreng in andere vennootschappen ;

5^o Dépôt dans des banques, caisses d'épargne, Boerenbonden, caisse Raiffeisen, unions professionnelles, sociétés coopératives ou mutualistes, sociétés de secours mutuels ou autres organismes analogues ;

6^o Placement chez des notaires, chez des agents de change, commissionnaires ou courtiers en fonds publics et chez des agents d'affaires ;

7^o Contrats d'assurances sur la vie et de rentes viagères.

La même présomption s'applique au produit de la conversion des marks en francs.

ART. 22.

La Commission de taxation peut, au besoin, entendre des tiers et procéder à des enquêtes.

Les contribuables intéressés sont convoqués par lettres pour assister à l'audition des témoins. Ceux-ci ont l'obligation de déposer sur tous les actes et faits à leur connaissance dont la constatation peut être utile à l'application de la présente loi.

La signature de leur déposition est précédée de la formule suivante :

« J'affirme, sous les peines édictées »
» par la loi contre le faux témoignage, »
» que la présente déposition est sincère »
» et exacte. »

Le refus de témoigner est puni d'une amende de 100 à 10,000 francs.

Le faux témoignage en matière fiscale est puni d'un emprisonnement de six mois à trois ans et d'une amende de 26 à 10,000 francs.

5^o Bewaargevingen in banken, spaarkassen, boerenbonden, Raiffeisenkassen, beroepsverenigingen, samenwerkende vennootschappen of maatschappijen voor onderlingen bijstand, maatschappijen voor onderling hulpbetoon of andere dergelijke lichamen ;

6^o Plaatsing bij notarissen, bij wisselaars, commissionnarissen of makelaars in openbare fondsen, en bij zaakwaarnemers ;

7^o Levens- of lijfrenteverzekeringsovereenkomsten.

Hetzelfde vermoeden vindt zijne toepassing op de opbrengst der omzetting van marken in franken.

ART. 22.

De commissie van aanslag kan, desnoods, derden hooren en tot onderzoeken overgaan.

De betrokken belastingplichtigen worden bij brief opgeroepen om het verhoor der getuigen bij te wonen. Deze zijn verplicht getuigenis af te leggen omtrent al de hun bekende handelingen en feiten, waarvan de vaststelling tot het toepassen dezer wet kan nuttig wezen.

De onderteekening hunner getuigenis wordt van de volgende formule voorafgegaan :

« Ik bevestig, op de straffen bij de »
» wet voorzien, uitgevaardigd tegen »
» het afleggen eener valsche getuigenis, dat deze verklaring oprecht en »
» juist is. »

Weigering van te getuigen, wordt met eene boete van 100 tot 10,000 frank gestraft.

Valsche getuigenis in fiskale zaken wordt gestraft met eene gevangenisstraf van zes maanden tot drie jaar, en met eene boete van zes en twintig frank tot tien duizend frank.

ART. 23.

Si, sans motif légitime, le contribuable ne dépose pas la déclaration dans le délai fixé, il est taxé d'office au double de l'impôt qui est présumé éludé.

En cas de fraude ou d'omission volontaire dans la déclaration, le double de l'impôt fraudé ou éludé est exigible.

ART. 24.

Si, dans les cinq ans de la publication de la présente loi, il est établi qu'un contribuable n'a pas remis la déclaration requise ou a payé un impôt insuffisant parce qu'il a fait une fausse déclaration ou fourni des documents inexacts, il sera tenu, lui ou ses héritiers, de payer le double de l'impôt éludé.

CHAPITRE III.**Dispositions diverses.****ART. 25.**

L'impôt spécial est payable dans les trois mois de l'avertissement-extrait du rôle, sous peine d'un intérêt de 5 % au prorata du retard.

L'introduction d'une réclamation ou d'un recours ne suspend pas l'exigibilité de l'impôt ni de l'intérêt.

ART. 26.

Seront acceptés en paiement de l'impôt, les rentes au porteur, les obligations de l'État et les bons du Trésor belge aux conditions fixées par arrêté royal.

ART. 23.

Indien de belastingplichtige, zonder wettige reden, de aangifte niet binnen den gestelden termijn overlegt, wordt hij van ambtswege aangeslagen tot het dubbel der belasting die wordt vermoed te zijn ontdoken.

Ingeval van bedrog of van vrijwillige weglating in de aangifte is het dubbel van de gesloken of ontdoken belasting opvorderbaar.

ART. 24.

Indien, binnen de vijf jaar na de bekendmaking van deze wet, wordt vastgesteld, dat een belastingplichtige de vereischte aangifte niet heeft gedaan, of eene ontoereikende belasting heeft betaald, omdat hij eene valsche aangifte deed, of onechte bescheiden overlegde, dan worden hij of zijne erfgenamen gehouden het dubbel der ontdoken belasting te betalen.

HOOFDSTUK III.**Verschillende bepalingen.****ART. 25.**

De bijzondere belasting moet worden betaald binnen drie maanden van het waarschuwingsuittreksel uit het kohier, op straf van eenen interest van 5 % naar verhouding van het verwijl.

Voorziening in bezwaar of in verhaal schort de invorderbaarheid van de belasting of van den interest niet op.

ART. 26.

Worden in betaling van de belasting aangenomen, de renten aan toonder, de staatsobligatiën en de Belgische schatkistbons, op de bij Koninklijk besluit gestelde voorwaarden.

Un arrêté royal pourra désigner d'autres valeurs admises en paiement de l'impôt.

ART. 27.

Pour le recouvrement de l'impôt spécial, des intérêts et des frais, le Trésor public a privilège sur tous les revenus et meubles du redevable, sur ceux de sa femme non séparée de biens et sur ceux de leurs enfants dont ils ont la jouissance légale.

Le Trésor public a, en outre, droit d'hypothèque légale sur tous les immeubles du redevable et sur ceux de sa femme non séparée de biens.

ART. 28.

Les officiers ministériels chargés de procéder à une vente de meubles ou d'immeubles ne peuvent se dessaisir du produit de celle-ci que sous déduction des sommes non encore acquittées dont les biens vendus sont la garantie; ils sont personnellement responsables, jusqu'à concurrence du dit produit, du paiement des sommes restant dues, à la condition d'avoir été dûment prévenus par l'administration.

ART. 29.

Les membres de toute société ou association, sans individualité juridique, sont solidairement responsables de son impôt spécial, réglé au nom de l'un d'entre eux, ainsi que des intérêts et frais.

Les héritiers et toutes personnes recueillant quelque avantage dans la succession d'un redevable décédé sont

Een Koninklijk besluit kan andere tot betaling der belasting toegelaten waarden aanduiden.

ART. 27.

Voor de invordering van de bijzondere belasting heeft de Openbare Schatkist een vorrecht op al de inkomsten en roerende goederen van den schatplichtige, op die zijner niet van goederen gescheiden vrouw, en op die hunner kinderen, waarvan zij 't wettig genot hebben.

De openbare schatkist heeft bovendien recht van wettelijke hypotheek op al de onroerende goederen van den schatplichtige en op die zijner niet van goederen gescheiden vrouw.

ART. 28.

De ministerieele ambtenaars belast met de verkooping van meubelen of van onroerende goederen mogen de opbrengst daarvan niet uit handen geven dan na aftrek van de nog onafbetaalde sommen, waarvoor de verkochte goederen tot zekerheid dienen; zij zijn tot beloop van gemelde opbrengst persoonlijk aansprakelijk voor de betaling van de nog verschuldigde sommen, op voorwaarde dat zij naar behooren door het Beheer verwittigd werden.

ART. 29.

De leden eener maatschappij of vereeniging, zonder rechtspersoonlijkheid, zijn solidairlijk aansprakelijk voor haar bijzondere belasting, op naam van een hunner geregeld, alsmede voor de interesten en kosten.

De erfgenamen en alle personen die uit de nalatenschap van eenen overleden schatplichtige eenig voordeel behalen,

solidairement tenus de son impôt spécial, des intérêts et des frais, dans la limite de ce qui leur échoit, sous réserve éventuellement de recours contre les débiteurs réels.

ART. 30.

Si le contrôleur des contributions estime que les droits du fisc sont en péril, il peut exiger de tout contribuable le paiement immédiat de l'impôt ou le dépôt d'une garantie égale au montant de l'impôt dû ou présumé qui fait immédiatement l'objet d'une taxation à titre conservatoire.

La décision du contrôleur est assimilée aux décisions judiciaires exécutoires par provision.

Le contribuable peut faire opposition à cette décision, dans le délai de cinq jours, auprès du Président du tribunal de première instance siégeant en référé.

L'opposition ne suspend pas l'exigibilité du paiement de l'impôt ou du dépôt d'une garantie en tenant lieu.

ART. 31.

Les dispositions légales concernant l'établissement des cotisations, le recouvrement, les réclamations, les procès-verbaux, les poursuites, les prescriptions, le privilège et l'hypothèque légale, en matière de droit de patente et de taxe sur les revenus et profits réels, sont rendues applicables à l'impôt spécial ainsi qu'aux intérêts et frais y relatifs, en tant que la présente loi ne déroge point à ces dispositions.

zijn hoofdelijk, binnen de perken van hetgeen hun opkomt, gehouden tot betaling zijner bijzondere belasting, der interesten en der kosten, onder voorbehoud desvoorkomend van verhaal op de ware schuldenaars.

ART. 30.

Wordt door den contrôleur des belastingen geacht, dat de rechten van den fiscus in gevaar zijn, zoo kan hij van elken belastingsschuldige de onmiddellijke betaling vorderen der belasting, ofwel de bewaargeving eener zekerheid gelijk aan het bedrag der verschuldigde of vermoede belasting, welke onverwijld het voorwerp eener taxeerling ten bewarenden titel uitmaakt.

De beslissing van den contrôleur wordt gelijk gesteld met de rechterlijke beslissingen uitvoerbaar bij voorraad.

Binnen den termijn van 5 dagen, kan door den belastingsschuldige tegen die beslissing verzet worden aangetekend bij den Voorzitter der Rechtbank van eersten aanleg zetelende in kortgeding.

De invorderbaarheid der betaling van de belasting, of de bewaargeving eener zekerheid ter vervanging daarvan, wordt door het verzet niet geschorst.

ART. 31.

De wettelijke bepalingen betreffende het vestigen der aanslagen, het invorderen, de bezwaren, de processen-verbaal, de vervolgingen, de verjaringen, het voorrecht en de wettelijke hypotheek in zake patentrecht, en taxe op de werkelijke inkomsten en winsten, worden van toepassing gemaakt op de bijzondere belasting en op de daarmede in verband zijnde interesten en onkosten, voor zooveel deze wet van die bepalingen niet afwijkt.

ART. 32.

Les administrations de l'État, des provinces et des communes, ainsi que les établissements publics, y compris la Caisse générale d'Épargne et de retraite, sont tenus, à la demande de l'Administration des contributions, de lui fournir tous les renseignements à leur connaissance qui peuvent être utiles à l'établissement de l'impôt spécial.

La même obligation incombe aux représentants ou directeurs des établissements visés au n^o 3 de l'article 21 et aux personnes désignées au n^o 6 du même article, ainsi qu'à tous ceux qui sont détenteurs ou débiteurs, de quelque chef que ce soit, de titres, sommes ou valeurs revenant à un redevable de l'impôt spécial.

L'Administration des contributions est en droit d'exiger des créanciers du redevable une attestation certifiant l'existence des dettes qu'il prétend non remboursées.

ART. 33.

Toute contravention aux dispositions de l'article précédent ou aux mesures prises pour son exécution est punie d'une amende de 500 à 25,000 francs.

Les contrevenants sont solidairement tenus, le cas échéant, au paiement de l'impôt éludé par leur fait.

ART. 34.

Toutes les notifications et communications relatives à l'impôt spécial sont faites par l'État sous pli fermé.

ART. 32.

De Staatsbeheeren, de provinciën en de gemeenten, alsmede de openbare inrichtingen, met inbegrip der Spaar- en Lijfrentekas, zijn gehouden aan het Beheer der belastingen, op het hun daartoe gedaan verzoek, al de inlichtingen te verschaffen, waarvan zij kennis hebben, en die voor de vestiging der bijzondere belasting kunnen nuttig zijn.

Dezelfde verplichting rust op de vertegenwoordigers of bestuurders der inrichtingen bedoeld onder nummer 3 van artikel 21, en op de personen aangewezen onder nummer 6 van het zelfde artikel, alsmede op al degenen die, uit eenigerlei hoofde, houders of schuldenaars zijn van titels, sommen of waarden toekomende aan eenen persoon die de bijzondere belasting verschuldigd is,

Het Beheer der belastingen heeft het recht om van de schuldeischers van den schatplichtige een getuigschrift te eischen, waarbij het bestaan der schulden welke hij beweert niet terugbetaald te zijn, wordt bevestigd.

ART. 33.

Alle overtreding der bepalingen van voorgaand artikel of der voor de uitvoering daarvan getroffen maatregelen, wordt gestraft met eene boete van 500 tot 25,000 frank.

De overtreders zijn desvoorkomend hoofdelijk gehouden tot betaling van de door hun toedoen ontdoken belasting.

ART. 34.

Al de kennisgevingen en meededeelingen, aangaande de bijzondere belasting, worden door den Staat onder gesloten omslag gedaan.

Les pièces concernant cet impôt sont exemptes du timbre et de l'enregistrement, hormis celles qui constituent des actes de poursuites.

ART. 35.

Les fonctionnaires et employés publics, les huissiers, avoués et toutes personnes quelconques qui ont à intervenir pour l'application de la présente loi, sont tenus de garder, en dehors de l'exercice de leurs fonctions, le secret le plus absolu au sujet des bénéfices des redevables de l'impôt spécial, lorsqu'ils en ont eu connaissance par suite de l'exécution de cette loi. Il en est de même de leurs commis et de toutes autres personnes ayant accès dans leurs bureaux.

ART. 36.

Celui qui, sciemment, viole le secret dont il s'agit à l'article précédent est puni d'une amende de 50 à 1,000 francs et subsidiairement d'un emprisonnement de dix jours à un mois.

Toute personne par la faute de laquelle le secret est divulgué, est punie d'une amende de 26 à 500 francs et subsidiairement d'un emprisonnement de huit à quinze jours.

ART. 37.

Toute personne qui aura remis aux autorités fiscales ou judiciaires une pièce fausse ou falsifiée afin de l'utiliser comme preuve sera punie d'un emprisonnement de trois mois à deux ans.

De stukken betreffende deze belasting zijn vrij van zegel en van registratie, met uitzondering van die welke akten van vervolgingen zijn.

ART. 35.

De openbare ambtenaren en beambten, de deurwaarders, pleitbezorgers en alle welkdanige personen, die voor de toepassing van deze wet hunne bemiddeling hebben te verleen, zijn gehouden, buiten het uitoefenen van hun ambt, het volstrekte geheim te bewaren omtrent de winsten van de aan de bijzondere belasting onderworpen schatplichtigen, wanneer zij hiervan kennis hebben ten gevolge van de uitvoering dezer wet. Hetzelfde geldt voor hunne klerken en voor alle andere personen, die in hunne kantoren toegang hebben.

ART. 36.

Hij die, willens en wetens, het onder voorgaand artikel bedoeld geheim schendt, wordt gestraft met eene boete van 50 tot 1,000 frank en, op vervangende wijze, met eene gevangenisstraf van tien dagen tot een maand.

De personen door wier schuld het geheim wordt ruchtbaar gemaakt, worden gestraft met eene boete van 26 tot 500 frank en, op vervangende wijze, met eene gevangenisstraf van acht tot vijftien dagen.

ART. 37.

De personen die aan de fiskale of rechterlijke overheid een onjuist of vervalscht stuk hebben afgegeven om dit als bewijs te gebruiken, worden gestraft met eene gevangenisstraf van drie maand tot twee jaar.

ART. 38.

Les poursuites en application des pénalités prévues par les articles 22, 33, 36 et 37 sont exercées, comme en matière correctionnelle, sur la plainte de l'Administration des contributions ou des redevables intéressés.

ART. 39.

Avant l'expiration de l'année 1919, le Gouvernement soumettra aux Chambres un rapport sur les opérations effectuées en vertu de la présente loi et sur les résultats acquis.

Il leur soumettra plus tard, s'il y a lieu, des rapports complémentaires.

ART. 40.

La présente loi entrera en vigueur le lendemain de sa publication.

Donné à Bruxelles, le 15 janvier 1919.

ART. 38.

De vervolging tot toepassing van de onder artikelen 22, 33, 36 en 37 voorziene straffen worden, gelijk in boetstraffelijke zaken, uitgeoefend op beklag van het Beheer der belastingen of van de belanghebbende schatplichtigen.

ART. 39.

Vóór het einde van het jaar 1919, zal de Regeering bij de Kamers een verslag indienen omtrent de krachtens deze wet uitgevoerde verrichtingen en omtrent de behaalde uitslagen.

Later zal zij hun, indien er grond voor is, aanvullende verslagen overleggen.

ART. 40.

Deze wet treedt in werking daags na hare bekendmaking.

Gegeven te Brussel, den 15ⁿ Januari 1919.

ALBERT.

PAR LE ROI :

Le Ministre des Finances,

VAN 'S KONINGS WEGE :

De Minister van Financiën,

LÉON DELACROIX.